la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Numéro 471 — Nouvelle série numéro 170 **AVRIL 1962 — PRIX : 1,50 NF**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . 8 NF (800 fr.)
Un an . . . . 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois . . . . 10 NF (1.000 fr.)
Un an . . . . 18 NF (1.800 fr.)
Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 471 - Avril 1962

ENTRE NOUS...

Jamais depuis de longues années, nous n'avions vu se développer aussi régulièrement l'audience de la « R.P. » ; depuis longtemps nous n'observions pas une telle participation d'éléments actifs aux débats ouverts dans la « R.P. » par l'Union des Syndicalistes.

Et pourtant, la situation financière de la revue est loin d'être satisfaisante. De 1960 à 1961, l'excès des dépenses sur les recettes est monté à 1.000 NF ou 100.000 anciens francs.

Il y a divergence entre, d'un côté l'activité et la sympathie que nous constatons autour de la « R.P. » et de l'Union des Syndicalistes, de l'autre côté la situation des abonnés à notre revue.

Nous avons publié le bilan comparé des années 60 et 61 (voir numéro de mars 62). Nous ne craignons pas, bien au contraire, ce témoignage de finances difficiles. Nous souhaitons que nos amis se penchent davantage sur ces comptes et qu'ils en tirent les conclusions qui s'imposent.

Les lecteurs de la « R.P. », la seule revue syndicaliste existant en France, trouveront, à l'intérieur de ce numéro, un supplément de quatre pages qui doit les aider à nous donner de nouveaux abonnés, de nouveaux souscripteurs et de nouveaux membres.

Entre nous, il n'y a pas de tâche plus nécessaire et plus urgente.

A PORTÉE DE LA MAIN

Le temps apporte le recul nécessaire à la sérénité du jugement, cette sérénité que recherche l'observateur passionné malgré lui. Pour nous, à qui le temps et la pure objectivité manquent, il nous est tout juste possible de nous dégager du bric-à-brac de l'actualité immédiate pour nous rendre compte d'un fait essentiel : sans le soulèvement armé d'un important secteur populaire algérien, le problème de l'oppression coloniale n'eût pas été posé, ni, à plus forte raison, n'aurait trouvé un début de solution.

Constatation banale, qui permet pourtant de balayer nombre de considérations et de spéculations, parfois brillantes, et de s'en tenir aux ressorts sociaux essentiels.

Le rôle de la classe ouvrière française a été, dans les faits, très limité. Ses organisations n'ont pris aucune initiative pour empêcher la guerre, ni pour y mettre fin. Les confédérations syndicales ont émis des vœux, publié des communiqués, formulé de souhaits. Elles n'ont pas agi. Ce n'est qu'au moment où la situation métropolitaine elle-même risquait de se détériorer et que les remous algériens menaçaient la quiétude des week-ends qu'une certaine inquiétude a envahi les militants. La plupart en définitive ont été heureux de s'en remettre à d'autres qu'à eux-mêmes pour trouver une issue.

Répétons-le. C'est le manque d'audace et de volonté, c'est l'absence d'une politique ouvrière qui font le succès de De Gaulle. L'impuissance de la démocratie parlementaire se retrouve dans les milieux syndicaux, lesquels pouvaient et peuvent dépasser la démocratie formelle par une démocratie sociale.

Syndicalistes révolutionnaires, nous avons comme premier devoir d'ouvrir les yeux sur une réalité qui nous est désagréable : pendant les sept ans de la guerre d'Algérie, à l'exception de quelques individus et groupuscules, il n'y a pas eu de prespectives ni d'action syndicales.

⁂

Peut-on raisonnablement attendre qu'une politique syndicale, et une pratique conséquente, s'affirmeront au cours de la période qui s'ouvre ? A lire ou à écouter les représentants des centrales ouvrières, on peut en douter. Il existe une présence syndicale dans la plupart des conciliabules et colloques semi-publics qu'organisent tant de clubs et de groupes « préparant l'avenir ». Mais ces militants ne semblent pas animer ou orienter ces rencontres par des propositions originales, des idées neuves, des appels aux grandes réformes et aux combats transformateurs. Ils donnent l'impression d'y chercher des formules plutôt que d'en apporter. Hommes politiques, ex et futurs ministres, chefs de cabinets en puissance, technocrates et grands commis donnent le ton.

Simplistes, nous pensons que si des forums peuvent être utiles, pour la confrontation d'expériences, de suggestions et de projets, il serait bon que les syndicalistes commencent par les tenir entre eux, pour définir leur politique avant que d'examiner comment s'adapter à celle des autres.

Le P.U.M.S.U.D., dont la vocation est d'aider à créer un mouvement syndical authentique, c'est-à-dire moteur, nous paraît tout indiqué pour provoquer, à Paris et en province, semblables rencontres. Il serait peu logique de proclamer l'autonomie du mouvement syndical et son destin particulier, si la seule perspective est d'attendre la constitution du prochain ministère.

⁂

Nous allons semble-t-il entrer dans l'ère de réalisation des « grands desseins », chers à notre général-président. Débarrassé de la question algérienne, jugée mineure par rapport aux tâches diplomatiques et militaires offertes à une France prédestinée, l'homme — que les électeurs viennent de plébisciter — va enfin pouvoir donner sa mesure...

Europe des patries, décrochage de l'Alliance Atlantique, création d'une troisième force, jeu de bascule entre Washington et Moscou, telles sont les voies esquissées. Dans la conjoncture présente, elles ne peuvent que plaire à la diplomatie du Kremlin. La preuve en est dans le « oui » du P.C.

Le mouvement syndical n'y peut rien ? Voire. Il ne peut rien à ces hauteurs, sinon suivre ou siffler. Mais il peut beaucoup à sa mesure et sur son terrain. Il le peut s'il cesse de se nourrir des spéculations des intellectuels à la mode et cherche ses informations auprès de ceux qui vivent la condition ouvrière en France d'abord, en Espagne, en Allemagne de l'Est, en Grèce et ailleurs. Il le peut s'il abandonne son impuissance d'enjeu berné en échange d'une pratique internationaliste à portée de la main.

PREMIER MAI : JOURNEE INTERNATIONALE

de lutte ouvrière pour le bien-être et la liberté ; de fraternité avec les travailleurs des pays libérés du colonialisme ; de solidarité avec les ouvriers soumis à des régimes autoritaires, où il n'y a pas de syndicats ouvriers indépendants.

ASSISTEZ AUX RÉUNIONS ET MANIFESTATIONS SYNDICALES

Travailleurs parisiens, un meeting se tiendra le 1er Mai, 198, avenue du Maine, à l'initiative du Syndicat du bâtiment F.O. de la région parisienne.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Référendum truqué et vrais problèmes ouvriers franco-algériens

Ces lignes sont écrites avant qu'on ne connaisse officiellement les résultats du référendum. Mais tout le monde les connaît d'avance et cela n'a aucune importance (1). D'abord, ce n'est pas un référendum, mais bel et bien un plébiscite. L'ambiguïté, l'obscurité et l'inutilité de la question posée enlèvent à cette consultation tout caractère démocratique. D'ailleurs, rendons cette justice à César : il a précisé sans détour qu'il s'agissait d'une confiance en « sa personne ». Nous n'en voulons pas à la « démocratie directe », comme certains qui lui opposent soit la démocratie parlementaire, soit une « démocratie rénovée » enveloppée de brouillards, soit — pourquoi pas ? — la démocratie populaire dont on sait d'expérience que le nom est déjà un double mensonge. C'est au contraire parce que ce plébiscite dérisoire est une caricature de démocratie directe que nous le prenons pour ce qu'il est. Exemples de questions qui pourraient et devraient être posées au peuple : êtes-vous pour ou contre la peine de mort ? êtes-vous pour ou contre le planning familial ? êtes-vous pour ou contre les subventions publiques aux écoles privées ? Ce sont là des questions claires. On ne les posera pas. César ne les posera pas. Ses prédécesseurs ne les ont pas posées. La probabilité est faible pour que ses successeurs les posent davantage. Elle est très grande au contraire pour que les faits les posent et les reposent sans cesse, avec leur entêtement habituel. Jusqu'à leur solution normale, réformiste ou révolutionnaire — réformiste et révolutionnaire.

C'est exactement ce qui s'est passé pour l'Algérie. Tous les gouvernants depuis 1954 (sans vouloir remonter plus loin) se sont volontairement bouché les yeux devant le problème algérien. Tous, ils ont crié, contre l'évidence : « Algérie française ! » Non seulement, de Gaulle n'a pas manqué de prendre part à ce chœur unanime, mais c'est un putsch des pieds-noirs, appuyé par l'armée réactionnaire, qui l'a mis là où il est. Il ne lui a pas fallu moins de quatre ans pour opérer ce qu'il a appelé lui-même sa « conversion personnelle ». La lutte armée du peuple algérien a imposé, après plus de sept années de guerre atroce, la solution que les intérêts (les gros, puis les petits), associés à l'affreux fanatisme colonialiste, avaient jusqu'ici repoussée.

Ce serait comique, si ce n'était pas lamentable, de voir tous les partis reconnus dire « oui » à la question posée par César en affirmant, chacun pour son compte, que c'est juste ce qu'ils avaient préconisé qui se réalise effectivement ! Je dis : partis reconnus, parce que c'est le gouvernement de César qui a lui-même désigné les partis qui pouvaient officiellement s'exprimer, utiliser les panneaux, la radio et la télévision. Les partis reconnus ont l'air de trouver cela tout naturel.

⁂

L'indépendance des peuples colonisés, et spécialement celle de l'Algérie, ont été défendues dans cette revue depuis qu'elle existe, c'est-à-dire depuis 1925. Ce n'était pas un article de foi, c'était une règle d'action.

Ce n'était pas une solidarité littéraire, c'était une fraternité de fait, toute naturelle, directe et immédiate, et qui ne s'accommode d'aucune publicité. Comme nous ne préparons pas les élections, nous n'éprouvons aucun besoin de remettre sous les yeux des lecteurs ce que nous avons écrit...

Certains lecteurs le feront peut-être pour nous, et nous les attendons de pied ferme.

Le « cessez-le-feu » est donc là, enfin. Une nouvelle étape commence, que les derniers forfaits de l'O.A.S. — la bêtise armée — n'arrêteront pas. Alors vont se poser, à l'état pur, les vrais problèmes ouvriers franco-algériens. Ils ne se distingueront plus, fondamentalement, des problèmes généraux de la classe ouvrière internationale. Nous ne sommes pas de ceux qui confondent révolution nationale et révolution sociale. Le gouvernement du F.L.N., nous l'attendons à l'œuvre, et, principalement, à l'attitude qu'il aura par rapport aux organisations ouvrières d'Algérie et d'ailleurs. Nous l'attendons à l'épreuve de l'indépendance du syndicalisme qui est, sinon notre seul critère, du moins le premier. Nous nous attendons à en entendre et à en voir de belles ! Dans le drame algérien, le mouvement syndical français n'a pas fait trop mauvaise figure. Il aurait pu quand même dégager plus vite et plus nettement une position et une action propres. Sa conversion n'a peut-être pas été aussi longue que celle du général, mais elle a quand même demandé un bout de temps. Les ouvriers français sont apparus plus souvent solidaires de leur propre gouvernement que de leurs frères d'Algérie.

Après ce référendum truqué, les vrais problèmes seront toujours là : intégrer dans la classe ouvrière française les travailleurs européens venant d'Algérie ; lutter pour l'égalité des droits des ouvriers algériens qui continueront de travailler en France ; les attirer dans les mêmes syndicats que nous, car rien ne justifie (ou ne devrait justifier) des syndicats basés sur la race ou la nationalité ; montrer une solidarité et une aide réelles aux organisations ouvrières constituées dans la nouvelle nation algérienne, et tenter tout ce qu'il est possible de faire pour qu'elles soient autre chose que les diverticules du nouvel Etat ; soutenir et protéger, en commun, les Européens libéraux qui, sur le territoire algérien, sont les victimes désignées de l'O.A.S. ; isoler, neutraliser, détruire l'O.A.S.

Toutes ces tâches ne s'annoncent pas faciles, beaucoup moins que de mettre un bulletin — quel qu'il soit — dans les urnes du plébiscite de César. Mais cela dénote aussi autrement de sérieux et de responsabilité.

(1) Maintenant, les résultats sont connus. Ce sont ceux qu'on attendait. A remarquer : le nombre des bulletins nuls et l'augmentation des abstentions. Malgré le truquage dans la présentation des résultats, c'est cela qui est significatif. Exemple de truquage : on donne le pourcentage des « oui » par rapport aux suffrages exprimés (c'est-à-dire en ne comptant que les « oui » et les « non »). On trouve évidemment 90 %. Et puis on donne le pourcentage des « nuls » par rapport aux inscrits ! Il faudrait — pour être honnête — tout compter par rapport aux inscrits, et l'on verrait que le pourcentage des « oui » n'atteint pas 65 %.

Trois pas au Congrès de la Fédération F.O. des Travaux publics

Je vais encore me faire prendre à partie parce que je commente une assemblée syndicale où je n'ai fait qu'une apparition fugitive. Ça ne fait rien, je prends le risque. Au cours des deux heures pendans lesquelles j'ai assisté au Congrès de la Fédé-

ration des Travaux publics et des Transports, j'ai entendu un rapport d'orientation et le début de la discussion. Cela a suffi pour que je me rende compte que toutes les questions que nous discutons dans ces colonnes, toutes nos préoccupations sur le présent et l'avenir du mouvement ouvrier, se retrouvent sans changement dans les congrès syndicaux, quand ils sont encore de vrais congrès syndicaux, et non des cérémonies religieuses.

Présentons d'abord cette fédération. On sait que son secrétaire général est notre camarade Roger Lapeyre, qui ne craint pas d'écrire parfois dans cette revue, et qui est assez connu pour être un des initiateurs du M.S.U.D. (Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique). Son rapport d'activité a d'ailleurs été approuvé presqu'unanimement. La Fédération groupe des syndicats de fonctionnaires ou de personnels de certains services publics : des travailleurs dépendant du Ministère des Travaux Publics et des Transports, les Ponts et Chaussées principalement ; ceux de l'Aviation civile et commerciale, de la Marine marchande, de diverses administrations relevant de la Construction ou du Génie rural, de l'Institut Géographique National, et, aussi, deux syndicats de la Régie Autonome des Transports Parisiens. La Fédération doit compter quelque trente-cinq mille syndiqués, ouvriers sans doute, mais surtout techniciens, employés et ingénieurs.

Le rapport d'orientation a été présenté par le camarade *Giauque*, membre du Bureau fédéral. Dans l'ensemble, nous serons d'accord avec lui. Il a tenu à commencer son exposé en rappelant la célèbre formule attribuée à Guillaume d'Orange : « Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, et de réussir pour persévérer. » Certes, c'est une belle formule. Personnellement, elle me semble mal convenir à une orientation syndicale. Je dirai plutôt, en suivant l'ordre chronologique et une longue courbe de croissance : nous espérons, nous entreprenons, nous persévérons, nous réussissons. D'entrée, le camarade Giauque insiste sur la primauté du syndicalisme qui s'est révélée depuis le 13 mai 1958. Il montre fort justement que la formule : « pas de politique ! » ne signifie pas l'incompétence du syndicalisme devant les grands choix politiques qui conditionnent la vie ouvrière. L'apolitisme ne doit pas conduire au corporatisme, dit-il. Comme nous disons souvent : indépendance n'est pas neutralité. Le rapporteur essaie de mettre en lumière la nature du pouvoir dénommé « Cinquième République ». Il déclare : « Sans démocratie, pas de syndicalisme. » C'est une de ces formules qui peuvent se retourner sans dommage et, effectivement, je l'aime mieux sous cette forme : sans syndicalisme, pas de démocratie. Sur l'Algérie, Giauque exprime cette idée qui rejoint un peu ce que j'ai écrit dans la première partie de cette chronique : « Le « cessez-le-feu » est un commencement. Le rapporteur élève le débat en montrant que le syndicalisme ne travaille pas au jour le jour, mais qu'il a des principes de base, qu'il propose une éthique pour une civilisation nouvelle. Il doit réformer les structures de la société, mais d'abord les siennes propres.

Sur cette réforme des structures de la confédération Force Ouvrière — valable sans doute pour une confédération réunifiée — un rapport spécial a été défendu devant le congrès. Il porte sur la réorganisation des unions départementales, la désignation de la Commission administrative confédérale, l'élection du Bureau confédéral. Ces propositions mériteraient une étude. Je me contenterai de dire que, Giauque s'étant prononcé pour « une minorité cohérente à Force Ouvrière » qui s'organiserait notamment sur la base de cette réforme des structures confédérales, je crains fort qu'il ait du mal à constituer ainsi cette « minorité cohérente ». Le seul fait que le rapporteur émette ce vœu prouve qu'il n'est pas satisfait de l'orientation du bureau confédéral dont il dénonce « la léthargie ». En examinant les faiblesses du syndicalisme, Giauque évoque évidemment sa division actuelle. Ce n'est pas pour rien que cette fédération a adhéré au M.S.U.D. Giauque regrette certaines défaillances du M.S.U.D. Comme nous, il pense que ce mouvement pour l'unité syndicale a perdu des occasions de se manifester. En passant, il critique ce qu'il appelle « l'attitude catégorielle » de la Fédération de l'Education Nationale. Oh ! ce n'est pas que je plaide non coupable pour la Fédération à laquelle j'appartiens ! Je dirai seulement : Plût au ciel qu'il n'y ait que la F.E.N. à avoir une attitude catégorielle !

Dans le rapport écrit rédigé par Giauque, je lis ceci : « Depuis 1906, le syndicalisme se veut « réformiste », c'est-à-dire qu'il tend à la libération des travailleurs non par des mutations brusquées provoquées par la violence, mais par un élargissement de la condition ouvrière par les voies d'une évolution progressive. » Eh bien ! pour aujourd'hui, le camarade Giauque me permettra de lui dire que cette déclaration, qui peut en effet servir de charte au réformisme, aurait beaucoup étonné et scandalisé les rédacteurs de la Charte d'Amiens dont Giauque se réclame en même temps.

Cette Charte d'Amiens qui, chacun le sait, est complètement « dépassée », elle revient néanmoins à tout bout de champ dans presque tous les exposés syndicaux. Il est vrai, comme nous allons le voir encore que chacun l'accommode un peu à sa convenance. Peut-être vaudrait-il mieux se reporter à son texte qui est d'une extrême brièveté. On est toujours étonné qu'en si peu de mots elle dise tant de choses, et si clairement. Et des choses très « actuelles », n'en déplaise aux tenants d'une « nouvelle vague », en réalité beaucoup plus vieille que la Charte d'Amiens qui voulait justement émanciper la classe ouvrière de tous ses tuteurs politiques.

Le rapport de Giauque a été attaqué, avec des ménagements seulement oratoires, par le camarade *Mexmain*, secrétaire du syndicat des ingénieurs des Travaux Publics de l'Etat. Lui aussi invoque la Charte d'Amiens, mais pour lui faire dire ceci : le syndiqué a le devoir d'appartenir au parti politique de son choix ! Alors qu'elle dit : « Tout syndiqué a l'entière liberté de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique. » Ce qui n'est pas du tout la même chose et qui, je le répète, est très clair. Mexmain accuse d'hypocrisie les partisans de l'indépendance (farouche, dit-il) du syndicalisme. Il pourrait bien lui arriver qu'on lui retourne le compliment, car il n'a guère éclairé sa lanterne. Je ne vois pas bien où il veut en venir avec sa liaison nécessaire — dont il avoue lui-même ne pas posséder la recette — entre le domaine syndical et le domaine politique. Ne va-t-il pas (sous la réserve que je l'aie bien compris) jusqu'à accuser l'indépendance du syndicalisme d'être responsable du malaise syndical et de la division ! Si c'est vraiment cela qu'il a voulu dire, alors il est trop clair qu'il est à l'opposé de ce que nous pensons ici, à l'opposé aussi de l'évidence : la division syndicale et la désaffection ouvrière pour les syndicats tiennent principalement à la mise au rancart de l'indépendance syndicale, garantie de « l'efficacité réelle du syndicalisme », pour reprendre une autre expression de Mexmain.

On voit donc, par ce compte rendu très partiel et insuffisant, que ce congrès de la Fédération F.O. des Travaux Publics ne méritera pas, lui, le reproche de corporatisme. Il n'a pas craint d'aborder les grandes questions, et nous l'en félicitons.

Pour freiner la hiérarchie : Le traitement binôme

Plusieurs congrès d'enseignants se tiendront au moment même où sortira ce numéro de la « R.P. ». Notamment, celui du Syndicat National de l'Enseignement Secondaire (S.N.E.S.). Il appartient à la Fédération de l'Education Nationale. Comme il se doit, il est traversé par de nombreux courants. Le camarade Paul Ruff, secrétaire du Syndicat de l'enseignement de la Région parisienne, qui comptait hier dans la majorité, en est maintenant séparé. Il défend devant ce congrès un projet de structure des traitements qui nous intéresse parce qu'il est de nature à freiner l'hyper-hiérarchisation des traitements. Les camarades de « l'Ecole Emancipée » reprennent d'ailleurs ce projet.

L'application d'une échelle proportionnelle aboutit à ce résultat : si le traitement de base est de 35.000 à l'indice 100, il est de 280.000 à l'indice 800. Donc, si je veux augmenter substantiellement — comme il le faudrait — le traitement de base, le porter à 50.000 par exemple, le traitement de sommet se trouvera hissé à 400.000. Alors qu'à la base, et pour satisfaire des besoins de consommation de première nécessité, l'augmentation sera de 15.000, elle sera de 120.000 au sommet, pour des consommations de confort, de luxe, ou même pour des capitalisations. Il est bon que nous retrouvions, ainsi chiffré brutalement, un problème que nous discutons bien souvent. Le projet de Ruff apporte un correctif à cette hiérarchisation abusive. Une partie seulement du traitement de base est soumise à l'indice multiplicateur ; une autre est fixe, et représente ce qui est vraiment incompressible, le minimum que l'on devrait assurer au vieillard le plus démuni, ou le minimum d'indemnité de chômage, ou le minimum de bourse pour l'étudiant. Fixons pour le moment ce minimum à 12.000. Le traitement de base de 50.000 est donc divisé en deux parties (c'est un traitement binôme) : une partie fixe de 12.000, une partie hiérarchisée de 38.000. Si j'applique, par exemple, le coefficient 8 pour obtenir le traitement de sommet, cela donne 304.000. Ajoutons la partie fixe de 12.000, et nous trouvons 316.000 pour le traitement maximum. Celui-ci est donc passé de 280.000 à 316.000, soit une augmentation de 36.000. Le scandale est moins intolérable. Remarquez que vous pouvez calculer la partie fixe de façon que l'augmentation soit la même pour tous (augmentation uniforme préconisée par certaines organisations de fonctionnaires, notamment par la Fédération autonome des postiers). C'est ce qui se passerait si, dans l'exemple que nous avons choisi, la partie fixe était portée à 15.000.

Un des avantages du « traitement binôme », c'est son caractère dynamique, je veux dire que la structure des salaires peut se modifier à l'avantage des petits, au fur et à mesure que le niveau de vie moyen s'élève et que, par conséquent, le minimum jugé incompressible s'élève en même temps. Comme nous l'avons montré dans notre précédente chronique, il est normal que la hiérarchie s'affaisse quand le niveau de vie moyen s'élève.

Ce traitement binôme n'est pas tellement une innovation, remarquons-le. Il est implicitement appliqué dans beaucoup d'industries privées où le « point hiérarchique » est inférieur au salaire du manœuvre. Mais, dans la fonction publique, s'il n'introduit pas tellement une conception inédite, il constituerait un progrès ; il ouvrirait des perspectives nouvelles. Il ne freinerait pas seulement la hiérarchie, mais aussi les sordides combats catégoriels qui divisent sans cesse la lutte revendicative dans la fonction publique.

Quand les Français sont plus riches

Du début de 1950 à la fin de 1960, soit en 11 ans, la consommation par habitant a augmenté en France de 45 %. Voilà le le résultat brut auquel sont arrivés les statisticiens du CREDOC (Centre de Recherches et de Documentation sur la Consommation). Chacun de nous est-il conscient que son niveau de vie réel s'est élevé, pendant cette période, de près de la moitié ? Probablement non. Et d'abord parce ce que ce n'est sans doute pas vrai pour la plupart d'entre nous. Non pas que le résultat soit contestable en lui-même ou qu'il faille suspecter l'honnêteté des statisticiens. Je crois fermement, au contraire, qu'ils sont des travailleurs conscients qui s'insurgeraient si on leur demandait de truquer un calcul ou d'infléchir un résultat. Mais ils travaillent sur des données qu'on leur fournit et qu'ils ne discutent pas, parce que ce n'est pas leur affaire de les discuter. Mais elles sont discutables. En outre, et principalement, une moyenne ne suffit pas à comprendre une situation économique et sociale, surtout quand la dispersion est grande autour de cette moyenne, quand les écarts sont importants, autour de la moyenne calculée, dans un sens comme dans l'autre. Ce Français moyen dont le niveau de vie réel, évalué par ses consommations, a juste augmenté de 45 % en 11 ans, ce Français-là n'existe peut-être pas, ou bien on ne le compterait qu'en un petit nombre d'exemplaires. Cela peut donc vouloir dire qu'il y en a dont le revenu réel a augmenté beaucoup plus, et d'autres qui sont nettement au-dessous de cette consommation moyenne.

Il nous faudrait donc les résultats différenciés par classes sociales, et même par catégories professionnelles. On a toujours beaucoup de mal à avoir des statistiques ainsi différenciées et, même, à obtenir les données nécessaires pour les établir. On comprend bien pourquoi. Parce que le mythe du François moyen — qui vaut un autre Français moyen — disparaitrait aussitôt. Tout le beau décor de l'unité nationale s'en trouverait quelque peu bouleversé. Les différences de classe se révéleraient brutalement. Remarquez que nous ne serions sans doute pas plus avancés si l'on nous donnait l'augmentation moyenne de la consommation des salariés. Car il n'y aura bientôt plus que des salariés !

Les syndicalistes voulaient supprimer le patronat. Eh bien ! ils ont gain de cause. Tout le monde est dans le salariat ! Mais les uns continuent d'exploiter les autres. Ici, comme ailleurs, comme en Russie « socialiste », le décor est plaqué sur une réalité sociale qu'il s'agit justement de dégager de l'encombrement idéologique, des voiles doctrinaux, des mensonges et des mythes.

Ce n'est pas que nous contestions l'élévation, lente et oscillante, du niveau de vie des travailleurs industriels. Nous ne prenons pas à notre compte la « théorie de la paupérisation absolue » que Thorez a voulu à toutes fins défendre, telle qu'elle était sortie de ce qui tenait lieu de cerveau à son maitre Staline. Elle est pour le moment remisée au grenier des vieilleries. Nous voudrions seulement savoir comment cette hausse moyenne théorique de 45 % se traduit pour les uns, et pour les autres.

Autre remarque : la même statistique nous apprend que la part des dépenses consacrées aux consommations alimentaires a fortement diminué pendant la même période : de 49 % du budget total à 41 %. Nous retrouvons là cette caractéristique de l'élévation du niveau de vie dont nous avions parlé dans la précédente chronique. Alors, pourquoi faut-il que, dans le « budget-type national » que les économistes-maison nous préparent, les dépenses alimentaires entrent pour 47 % ? On ne saurait mieux confirmer ceci : le budget-type (national, s'il vous plaît) est au-dessous de la moyenne.

R. GUILLORE.

UNE OPINION SUR LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT

"Ce bastion de la culture et de la liberté" !

Ne cherchez pas plus longtemps... Ce noble bastion, c'est « nous », l'enseignement secondaire. Et j'avoue avoir redressé instinctivement les épaules lorsque j'entendis, dimanche dernier, au Congrès de l'Académie de Paris, les militants de l'Ecole Emancipée proclamer en un si beau langage leur volonté de « défendre pied à pied » l'enseignement secondaire... de la sixième aux classes terminales.

DEMOCRATIE ET CULTURE

La scène se passe en Commission pédagogique, une commission pédagogique bien ennuyée. Le sujet du débat est pourtant traditionnel, puisqu'il s'agit de la démocratisation de l'enseignement secondaire dont nous discutons à peu près chaque année à la veille des congrès. Non que nous comptions dans les rangs du S.N.E.S. d'infâmes réactionnaires, résolus à interdire aux fils de prolétaires l'entrée de nos lycées. Unanimement, nous déplorons « le caractère de classe incontestable » de notre recrutement scolaire. Mais on peut être démocrate et tenir à la qualité de l'enseignement. On peut reconnaître que l'orientation à dix ans défavorise inévitablement les enfants d'ouvriers et plus encore de paysans, on peut avouer que la clientèle scolaire de nos lycées se recrute actuellement sur la base de l'origine sociale, et non des capacités intellectuelles, sans se résigner, pour autant, à retarder d'un ou deux ans le départ « des enfants les plus doués » vers la grande aventure de l'enseignement long. L'enseignement secondaire — on ne s'en convaincra jamais assez — est « désintéressé » et « de lente imprégnation ». Tels les grands crus, les futurs cadres supérieurs doivent mûrir doucement, et l'étude du latin, en particulier, est une longue patience. Entre la démocratie et la culture, deux nobles principes s'il en fut, le choix devient alors cornélien. Mais — il n'est pas inutile de le répéter — sur le principe de la démocratisation, l'accord est unanime et sans restrictions : à tel point que la réforme Langevin-Wallon, qui préconise la communauté des études (avec options) jusqu'à la troisième pour tous les élèves, compte parmi ses plus chauds partisans au S.N.E.S... ceux-là même qui n'ont jamais pu accepter la communauté d'établissement et de programme pour la sixième et la cinquième. D'accord sur le principe, nous ne divergeons que... sur la date d'application.

LES DONNEES ACTUELLES DU PROBLEME

Or, pendant que nous ressassions les données de ce délicat problème, la vie, par un de ces tours dont elle est coutumière, les a brutalement changées : c'est ce qui donnait aux débats de cette commission pédagogique une importance historique.

La pénurie de professeurs dans l'enseignement secondaire est, en effet, devenue telle... que nous ne pourrons même pas à la rentrée prochaine accueillir dans les lycées le pourcentage habituel d'élèves. Certes, il y avait longtemps que nous avions renoncé à offrir à tous les élèves de l'enseignement secondaire, les deux seules catégories de professeurs que le S.N.E.S. reconnaisse officiellement : les certifiés et les agrégés. Mais cette fois, toutes les solutions de « remplacement provisoire » ont été épuisées : classes surchargées, auxiliaires licenciés, puis bacheliers, contractuels, instituteurs... Il est, à deux cents kilomètres de Paris, un lycée où le certifié fait figure d'animal préhistorique et qui n'a plus de « secondaire » que le titre au fronton du bâtiment.

Malgré l'étonnante aptitude du S.N.E.S. à ignorer ces réalités sordides il était devenu évident à la Commission pédagogique que **dès la rentrée prochaine, il faudrait... élaguer : Qui ? C'était la question inévitable.**

Pour embarrassante qu'elle fût, les récentes initiatives du ministre nous avaient prouvé qu'il était nettement préférable de ne pas l'éluder. L'euphorie et la quasi-unanimité avaient, en effet, régné à notre dernier congrès, qui avait défendu vigoureusement et la qualité et l'extension de l'Enseignement secondaire, en laissant au ministre le soin de préciser qui encadrerait les élèves. Il vient de s'acquitter de cette tâche, par trois décisions :

— Octroi d'un service d'enseignement aux Ipésiens licenciés et aux stagiaires du C.A.P.E.S.

— Identification des programmes des enseignements modernes long et court à la seule fin évidente de développer ces sections presque exclusivement dans les C.E.G.

— Enfin retrait d'un certain nombre de sixièmes, classiques et modernes, implantées dans les lycées.

En face de telles mesures il ne suffit pas de protester. Il faut proposer notre solution. Deux perspectives réelles s'ouvrent à nous, et deux seules :

— Maintenir intégralement la structure actuelle de l'Enseignement secondaire, de la sixième à la math-élém — et accepter le retrécissement de son recrutement, c'est-à-dire inévitablement le départ des sections modernes, le resserrement sur le classique, et le renforcement du caractère de classe de cet enseignement.

— Accepter le regroupement des sixièmes et cinquièmes des écoles moyennes, avec programme unique et sans latin. Mais maintenir ouvert l'enseignement secondaire, « classique et moderne », défendre un enseignement moderne long distinct de l'enseignement court, étudier l'ouverture de classes d'accueil au niveau de la seconde moderne.

Enfin, nous ne pouvons méconnaître la valeur exacte de ce choix : en raison des délais nécessaires à la formation de professeurs certifiés, agrégés, ainsi que des besoins croissants de l'Enseignement supérieur, il n'est pas, pour les 4 ou 5 prochaines années, d'espoir de redressement sérieux. C'est dire que l'orientation choisie va largement déterminer l'avenir des élèves et de l'enseignement secondaire.

LE CHOIX DE L'ECOLE EMANCIPEE

C'est à ces vérités — désagréables certes — que la commission pédagogique du Congrès se trouvait confrontée grâce aux interventions de quelques camarades qui, comme moi-même, se refusaient à suivre les C.G.T. en acclamant, pour l'avenir, la Réforme Langevin-Wallon, mais en réalisant, dans le présent, la défense de « nos » sixièmes et cinquièmes, et le resserrement de l'enseignement secondaire.

La Commission hésitait, manifestement partagée en deux courants, sans que les défenseurs les plus résolus des droits de « l'élite » aient, d'ailleurs, le courage de formuler — en termes trop explicites — leur option.

Alors survint notre camarade Venet : il était nanti d'une motion pédagogique violemment antigaulliste, farouchement « lutte de classe », révolutionnaire pour tout dire, mais qui se concluait, d'étrange manière, par le paragraphe suivant :

« Sans méconnaître le fait que l'enseignement secondaire est aujourd'hui réservé à une minorité de privilégiés, le congrès affirme sa volonté de défendre pied à pied ce bastion de l'esprit critique, de la liberté et de la culture. »

L'élite soupira de soulagement : on pouvait être révolutionnaire et « sauver nos sixièmes ».

LES ARGUMENTS INVOQUES

C'est donc sous pavillon Ecole Emancipée — voire même trotskyste (la motion est également soutenue par Broué) que l'enseignement secondaire cinglera, si le Congrès National suit le congrès pa-

risien, vers un renforcement de son caractère de classe.

Le changement d'attitude de militants qui, il y a trois ans à peine, défendaient avec Ruff « le tronc commun » est suffisamment spectaculaire, pour que soient étudiés leurs arguments.

I. — **Un tronc commun ? Avec quels maîtres ?**

Lorsque nous réclamions le « cycle d'observation », rétorquent ces camarades, nous étions en droit de penser qu'y enseigneraient des instituteurs, des licenciés, des certifiés, même des agrégés. La pénurie de professeurs est aujourd'hui telle que ces classes seront exclusivement confiées à... des instituteurs. Votre égalité est un nivellement au point le plus bas. D'accord pour la démocratisation, nous refusons « la prolétarisation ».

Il est assez savoureux d'entendre des révolutionnaires défendre, en République bourgeoise, les droits imprescriptibles d'une « minorité de privilégiés ». Car il peut ne pas paraître tellement scandaleux que cette minorité partage le sort commun, si la majorité des enfants de onze ans doit être enseignée par des instituteurs. Et ce n'est tout de même pas la présence de nos propres enfants dans les rangs de cette minorité — car nous ne commettons pas, nous autres militants avertis, d'erreur d'aiguillage ! — qui suffirait à justifier ses privilèges.

Mais l'argument devient tout à fait inacceptable si l'on considère l'ensemble du problème. Car le maintien de « nos sixièmes et cinquièmes » implique que nous condamnions la grande masse des élèves à n'accéder à l'enseignement long qu'au niveau de la seconde : c'est-à-dire trop tard. Entre l'ouverture de quinze quatrièmes, dont le recrutement risquerait d'être plus démocratique en raison de l'âge des élèves, et la répartition équilibrée de ces quinze classes en sixième, cinquième et quatrième, l'Ecole Emancipée n'hésite pas ; nous non plus... mais nos choix s'opposent ; nous n'ignorons pas que la première solution abaissera sensiblement le niveau de notre enseignement, et nous créera bien des difficultés. Mais si nous pouvons admettre que des collègues non-engagés soient légitimement sensibles à ces arguments, nous concevons mal que des militants de gauche défendent finalement... leur clientèle bourgeoise et le confort de leur enseignement ; plus mal encore qu'ils prétendent appeler les ouvriers à défendre un tel idéal.

II. — **Préserver l'avenir**

C'est le grand argument, celui qui permet de lever tous les scrupules : dans la débacle générale, il importe de sauver quelques lycées qui, par le haut niveau de leurs élèves, la qualification de leurs maîtres, serviront de prototypes dans un avenir meilleur.

Ces camarades ont trop lu la Bible, et rêvent d'embarquer sur l'arche de Noé. Si nous laissons se refermer les lycées, si nous laissons la prolongation de la scolarité se réaliser sans ouvrir aux enfants d'ouvriers et de paysans la seule route sérieuse vers les études supérieures, il n'y aura pas de lendemain pour cette génération d'élèves. Cette politique serait non seulement la pire des injustices sociales, mais une dangereuse sottise économique. Nombre de maîtres du secondaire et même du primaire n'arrivent pas, il est vrai, à imaginer la révolution pédagogique que nécessite le passage des 8 % traditionnels de cadres supérieurs aux 40 % exigés par les perspectives d'une économie moderne. Admettre qu'il nous faille former ces cadres, coûte que coûte, fût-ce en bouleversant nos traditions pédagogiques les plus vénérables et justifiées, n'est pas une tâche si aisée. Mais on ne saurait concevoir un révolutionnaire sans un brin d'imagination.

Un dernier mot enfin. Il n'y a pas que les élèves qu'une telle orientation sacrifie au mythe de l'avenir radieux. Ces dernières années le S.N.E.S. s'est refusé à étudier la titularisation des auxiliaires non-licenciés. D'éminents responsables syndicaux les tenaient ouvertement pour une solution d'attente, facile à rejeter lorsque viendraient des temps meilleurs. Que soit parfois octroyé un maximum de 24 heures aux instituteurs qui enseignent dès maintenant dans nos lycées, ne semble pas nous émouvoir davantage. Encore que ces instituteurs nous permettent de garder « nos sixièmes » à l'abri de « nos » murailles, ils n'en sont pas moins des intrus.

Mais qu'espère-t-on préserver au prix d'un tel cynisme ? L'avenir, toujours : il faut garder les postes, pour les offrir demain aux professeurs qualifiés qui viendront en abondance vers nos lycées ; alors ceux-ci s'ouvriront, alors commencera l'ère de la démocratisation, alors... Quelle sinistre plaisanterie ! De leur expérience personnelle, Broué et Venet auraient pu tirer, comme moi-même, une dure leçon : si nous n'imposons pas aujourd'hui l'ouverture des lycées et les créations de postes, elles ne se feront pas à l'heure où les licenciés pulluleront. En 1950, il y avait en France tant de licenciés que Broué, Venet et moi-même surveillions les couloirs et les escaliers. Ce n'est pas pour si peu que le gouvernement, ni même le S.N.E.S., ont rêvé de prolonger la scolarité, de créer les chaires qui auraient permis à ces licenciés de devenir professeurs pour encadrer les élèves issus du B.E.P.C. Les périodes d'ordre n'ont que faire des révolutionnaires. C'est la pagaïe qui nous offre aujourd'hui une chance d'imposer notre point de vue : il nous faut non pas fuir devant elle, mais l'affronter pour imposer notre orientation, proposer nos solutions démocratiques, fussent-elles « transitoires ».

NOTRE PROGRAMME

Voilà pourquoi, nous défendrons au Congrès national du S.N.E.S., contre des révolutionnaires patentés s'il le faut, le programme pédagogique suivant :

— Ouverture de tous les centres de formation de maîtres (I.P.E.S., E.M.S., C.P.R., I.P.E.S.-C.C., E.M.P.).

— Création d'un cycle d'observation, sixièmes et cinquièmes ; ces classes seraient de préférence regroupées dans des bâtiments autonomes. Il est inévitable que ce soient des instituteurs qui les encadrent. Le S.N.E.S. discute, dans le cadre de la F.E.N., le programme et l'horaire de ces classes ; étudie en liaison avec le S.N.I. les conditions de travail de leurs maîtres, le niveau minimum nécessaire pour y enseigner, la possibilité d'une formation et d'une spécialisation minimum dans les centres de formation des professeurs de C.E.G. qui viennent de s'ouvrir.

— Mais large ouverture des quatrièmes de lycées, et notamment des quatrièmes modernes.

— Défense vigoureuse de l'Enseignement moderne long : c'est-à-dire création d'un enseignement moderne scientifique par l'augmentation de l'horaire des mathématiques dans le premier cycle ; à partir de la seconde, possibilité d'option entre la section scientifique, et une section littéraire se réclamant résolument d'un humanisme moderne.

— Etude des horaires et programmes de classes d'accueil, au niveau des secondes modernes.

— Démocratisation de l'Enseignement supérieur, ce qui implique le départ de nombreux jeunes agrégés du secondaire.

— Promotion interne : création d'une agrégation interne pour limiter à 15 heures le maximum de service de tous les professeurs du deuxième cycle.

— Titularisation des auxiliaires qui assurent les services d'enseignement (licenciés dans le cadre des certifiés ; non-licenciés dans celui des chargés d'enseignement).

Mais poser, simultanément, en principe qu'un service de professeur comprend une part d'enseignement donné et une part d'enseignement subi. Nous prenons date pour exiger, dès que l'étau se desserrera, que les non-licenciés puissent recevoir un complément de formation théorique.

Nos classes sont suffisamment surchargées, nos horaires assez lourds, l'organisation de la vie scolaire a suffisamment besoin d'être rénovée, pour ne pas craindre d'ici de nombreuses années une surabondance de cadres.

Encore faudrait-il prendre la bonne route.

J. HARDING.

CINQ ANS CHEZ LES AUTONOMES

L'auteur de ces lignes, au cours de quarante années d'action syndicale, a été amené à apprendre pas mal de choses ayant peu de rapport avec le véritable syndicalisme et, par voie de conséquence, avec l'intérêt supérieur de la classe ouvrière pour lequel toutes les centrales syndicales (il en existe six à ma connaissance) prétendent œuvrer.

Exclu de la C.N.T. pour non-conformisme à un sacro-saint principe, avec un certain nombre de camarades totalisant à mon exemple des annuités respectables de dévotion au mouvement syndical, notre malheur était de ne pas accepter, au nom de l'indépendance du syndicalisme, le chapeautage de la C.N.T., par des anarchistes quasi inexistants en tant que travailleurs authentiques.

Après avoir scruté l'horizon, échangé nos idées, nous décidâmes de fonder le Syndicat autonome du bois, bâtiment et travaux publics, et de donner notre adhésion à la Confédération autonome du travail : nous étions en 1957. Cette confédération venait de tenir un congrès au Pré-Saint-Gervais d'où sortit une motion s'inspirant, dans ses grandes lignes, de la Charte d'Amiens et basée sur l'actualité ouvrière. Cette motion avait un caractère nettement syndicaliste et positif, de nature à permettre un rassemblement des travailleurs décidés à faire valoir leurs revendications par l'action autonome de classe sans tenir compte des conjonctures étatiques et des avis intéressés des partis politiques, tantôt poussant à l'action, tantôt la freinant, selon les exigences d'une certaine politique extérieure de certain gouvernement bien connu.

Enfin allions-nous connaître un véritable mouvement syndical, maître de sa destinée, ayant sa libre détermination et pratiquant une véritable politique syndicale ouvrière, inspirée par elle et n'agissant que pour elle ? Il faut dire que cette motion du Pré-Saint-Gervais eut un certain retentissement, une résonance assez profonde dans les milieux ouvriers et aussi chez les fonctionnaires. les cheminots, les P. et T., ainsi que dans les transports et l'assistance publique. Dans l'industrie privée, surtout l'Union des métaux autonome tenait une place prépondérante : de 8.000 à 9.000 adhérents dans la région parisienne, aux dires de ses responsables à l'époque.

Mais il y avait autonomie et autonomie. Une fois dans la maison, force nous fut de reconnaître qu'elle n'était pas toute de verre. Si en apparence aucune organisation syndicale ne dépendait d'un parti politique, nous assistions à des controverses qui nous épouvantaient tout d'abord. Tous n'étaient pas d'accord sur la motion votée par le congrès, certains trouvant qu'elle ne reflétait pas exactement leur façon de penser.

Ces autonomes très particuliers sont des corporatistes tout à fait neutres du point de vue social. Pour eux, être contre la guerre d'Algérie, c'était faire de la politique. C'est dire que nous les épouvantions à notre tour quand nous leur parlions, même pas de syndicalisme révolutionnaire, mais de syndicalisme tout court. Léon Jouhaux à côté d'eux, au bon temps du réformisme réalisateur, serait apparu comme un terrible révolutionnaire ! Donc, à première vue, ces autonomes nous apparurent comme étant frappés d'un terrible complexe (c'est vrai pour beaucoup) ; mais pour d'autres, ce n'était pas le cas, loin s'en faut : quelques convocations émanant de milieux gaullistes, traînant sur quelques bureaux, nous édifièrent rapidement, quant à leur comportement ; d'autres enfin — et ce sont les principales fédérations — sont des syndicalistes catégoriels, d'excellents camarades, mais défendant souvent des revendications particulières se heurtant à d'autres catégories sur le plan général, d'où impossibilité d'une coordination des efforts.

Nous n'étions guère faits pour admettre un tel état de choses. Avec d'autres camarades, nous nous efforcions de pousser la Confédération à des prises de position donnant une figure ouvrière à notre mouvement. Hélas ! nous nous heurtions à des opportunistes uniquement guidés par le souci de défendre leurs prérogatives. Car si, aux Autonomes, officiellement du moins, il apparaissait qu'aucun parti ne faisait la loi, l'hostilité entre les personnalités de marque était aussi néfaste pour l'organisation, et cela aussi est très regrettable dans un mouvement syndical.

Enfin, les responsables d'unions départementales ou de fédérations faisant partie de la commission exécutive sous-estimaient le travail confédéral, d'où pas mal de grains de sable dans les rouages.

Cette expérience que nous avons vécue nous a démontré qu'une confédération autonome n'est pas viable, bien que je me sois toujours efforcé de démontrer le contraire. Nous en avons eu une preuve éclatante lors d'un C.C.N. tenu en janvier 1961. Des personnalités sans idéaux élevés se heurtaient à un tel point que les secrétaires confédéraux démissionnèrent un peu trop légèrement ; d'autres quittaient bruyamment la salle parce qu'ils n'avaient pas la majorité. Nos efforts pour plus de démocratie syndicale, sinon de tolérance réciproque, tombaient dans le vide ! C'était un langage inconnu dans la maison. Nous étions traités de naïfs parce que sincères.

OU VONT CEUX QUI RESTENT ?

Vers la fin de l'année 1961, le nouveau secrétariat prit une certaine initiative : il entra en rapports avec une partie des « indépendants », ceux de la rue de Palestro ; il s'agissait de faire la fusion entre les indépendants et les autonomes. Ce n'était, nous a-t-on dit, que la suite de pourparlers secrètement engagés par le secrétariat démissionnaire au C.C.N.

Une commission exécutive élargie à certaines unions départementales repoussa à une forte majorité ce projet, et on n'en parla plus. Mais l'idée ne fut pas pour autant abandonnée puisqu'à nouveau la question est posée avec — d'après certains camarades — des chances de passer. Si cela était, je ne pense pas que des syndicalistes dignes de ce nom accepteraient le fait. Car, par delà cette fusion, nous savons que l'U.N.R. ne désespère pas de fonder une confédération à sa dévotion. Parmi les autonomes, il y a les neutres, trop neutres à notre avis ; mais il y a aussi les ultras, qui agissent dans l'ombre. N'est-ce pas l'actuel secrétaire de l'Union Départementale de la Seine, qui me reprochait d'être parti à F.O., me disant que je choisissais mal mon heure, étant donné, me disait-il, que plus d'un million d'Européens d'Algérie vont venir en métropole. Et ce secrétaire les voit naturellement entrant aux autonomes.

En conclusion, je dirai que nous avons tenté un redressement chez les Autonomes confédérés, nous avons rencontré un appui chez beaucoup et chez d'autres de la compréhension. Il reste aux Autonomes d'excellents camarades, beaucoup d'autres en sont partis, parmi lesquels des militants. Mais pour aller où ? Pour beaucoup, dans la nature, ce qui est navrant. J'invite ceux qui restent à quelques méditations : pensez-vous qu'il vous sera possible de côtoyer des gens qui, comme ceux du métro, ont fait les jaunes dernièrement ? Qu'en plus, ceux qui viendraient de l'autre côté de la Méditerranée, selon le désir exprimé, viendront avec leurs cadres bien entraînés. Ils représentent pour la classe ouvrière métropolitaine un véritable danger. Enfin si, au travers de toutes les tractations U.N.R., U.M.D.T., autonomes, indépendants, une confédération française du travail était constituée, ce serait pour le monde ouvrier métropolitain la pire des calamités.

P. RIGUIDEL.

RECUL DE L'INFLUENCE RUSSE EN AFRIQUE

LE CHASSE-NEIGE DE CONAKRY

Dans « The Observer », hebdomadaire londonien libéral du 25-3-62, un article de Colin Legum analyse les nombreux échecs de la politique russe en Afrique. Au moment où Khrouchtchev vole au secours de la victoire du F.L.N., quitte à mécontenter le bon roi des disciples de Thorez, cet article apporte des renseignements intéressants.

En Egypte, l'attitude du gouvernement est de plus en plus hostile à l'U.R.S.S. Et pourtant, les deux tiers de l'aide économique de la Russie à l'Afrique vont à la construction du barrage d'Assouan. Mais cela n'empêche pas Nasser de développer ses rapports amicaux avec la Yougoslavie et l'Allemagne fédérale. Une part considérable des 417 millions de livres allouées par le gouvernement allemand aux pays sous-développés, sont destinés à l'Egypte. En 1960, plus de 50 millions de livres ont été avancées par les U.S.A. à l'Egypte. Enfin la presse égyptienne, « The Scribe », écrit que le nouveau programme socialiste de Nasser s'oppose à la dictature du prolétariat. En retour, le leader communiste syrien aurait considéré la rupture de la Syrie avec l'Egypte comme une mesure de progrès.

En Guinée, les Russes ont misé sur l'échec de Sékou Touré et n'ont plus hésité à soutenir un complot contre lui. Mais les tracts qui réclamaient la plus étroite liaison avec le bloc soviétique, provenaient de l'ambassade russe elle-même. L'ambassadeur russe, Solod, a été expulsé. Les étudiants guinéens envoyés en U.R.S.S. et dont le rapatriement était refusé par les Russes ont pu rentrer, Sékou Touré menaçant de ne plus autoriser aucun étudiant à aller en Russie.

Enfin, au Congo, les efforts des Russes pour soutenir A. Gizenga n'ont pas été payants. Le seul résultat atteint est que, pour beaucoup d'Africains, il est maintenant possible de regarder vers l'U.R.S.S. et pas seulement vers l'O.N.U. Mais ce succès est limité si l'on considère que sur 20.000 étudiants africains inscrits dans les universités étrangères, il n'y en a pas plus de 4 % dans les pays de l'Est. Qu'il n'y ait pas plus de 50.000 communistes en Afrique est peut-être moins significatif que l'existence de deux partis seulement qui sont effectivement communistes en Afrique du Sud (où il est illégal) et au Basutoland (enclave britannique, proche du Natal).

Pourquoi cet échec de la politique russe en Afrique ? L'auteur de l'article cité en voit une première explication dans l'écart entre les promesses d'aide et ce qui a été effectivement réalisé. Moins du tiers des fonds promis ont été versés. Voici quelques chiffres pour les fonds versés en 1960 : Russie, 95 millions de livres ; Chine, 7 ; Yougoslavie, 19 ; Grande-Bretagne, 48 ; France, 251 ; U.S.A., 77. En 1961-62, l'Allemagne fédérale aura versé 417 millions.

Une autre raison, qui me paraît encore plus forte, est la mauvaise utilisation de ces fonds. Une flotte d'avions Iliouchine a été vendue au Ghana (pour supplanter la Sabena belge) ; le Ghana a dû faire venir des équipages européens. Et maintenant ceux-ci sont voués aux plaisirs des plages du Ghana, faute de pouvoir organiser des voyages. Assurances et salaires coûtent 600.000 livres au Ghana. Lorsque Mikoyan est venu à Accra, N'krumah lui a demandé d'échanger ses avions contre une flotille de chalutiers qui serait infiniment plus utile au Ghana. L'U.R.S.S. fait la sourde oreille (a-t-elle des chalutiers à vendre ?).

Les techniciens russes ne savent parler que le russe. De nombreuses difficultés sont nées de ce problème mineur mais qui révèle peut-être une profonde méconnaissance, chez certains Russes, des problèmes africains. Comment faut-il interpréter l'envoi, à Conakry, d'un chasse-neige ? Ignorance ou aveuglement bureaucratique, comme on dit ; cela fait penser à la fameuse leçon d'histoire apprise par les petits enfants noirs des écoles françaises « il y a 2.000 ans, notre pays s'appelait la Gaule ». Ou bien l'expédition de ce chasse-neige n'est-il pas une opération de sabotage, seule manifestation possible d'une opposition dans un régime autoritaire ?

On regrette en tout cas, devant ces exemples de fausses manœuvres, qu'il n'existe pas de pays et de peuples capables d'apporter aux peuples d'Afrique l'aide intelligente et constructive que les peuples industrialisés se doivent d'apporter à ceux qui le sont moins. Il est vrai que les « grandes puissances » (et celles qui le sont moins) ont une conception du prestige qui coûte cher aussi bien aux aidés qu'à ceux qui aident. Elle reste à définir et plus encore à réaliser la juste politique de prestige qu'appelait Camus dans ses articles d' « Alger Républicain » de juin 1959 : « Si jamais l'idée de prestige pouvait recevoir une justification, elle la recevra le jour où elle s'appuiera, non sur l'apparence et l'éclat, mais sur la générosité profonde et la compréhension fraternelle. » (Actuelles III, p. 63.)

G. WALUSINSKI.

EN SYRIE

Mouvements sociaux et réforme agraire

En février 1962, le Parlement syrien a modifié certaines clauses de la loi de réforme agraire.

La tendance générale des modifications est caractéristique : un coup de frein est donné au morcellement de la propriété. En effet, si les superficies maxima sont maintenues, des compléments sont accordés sous forme de quote-parts familiales. En gros, l'ensemble des terres qui étaient touchées par la réforme est réduit des deux tiers.

Les conséquences sont prévisibles : la propriété et l'exploitation privée vont reprendre leur importance.

Deux remarques cependant. D'une part, il est probable que la répartition effective des terres distribuables sera accélérée (la réforme était restée sur le papier malgré les fanfares de la propagande). D'autre part, la pression des paysans sans terre va contraindre le gouvernement à entreprendre des travaux de bonification des terres d'Etat pour les donner aux familles paysannes des régions surpeuplées.

Des grèves, dans la région d'Alep notamment, ont marqué un réveil de la combativité ouvrière et sans doute la réapparition des militants du Baath (Parti socialiste de la renaissance arabe), lesquels ne veulent pas se laisser prendre de vitesse par les communistes.

Dans la région Homs-Hama, foyer de l'influence baathiste en milieu paysan, une recrudescence de la revendication sociale est également discernable, l'expression publique en étant les discours de Akram Hourani.

Révolution ou contre-révolution

Lorsque la Troisième République dont le berceau avait flotté sur un fleuve de sang après l'écrasement de la Commune, fut, à l'âge de la première enfance, menacée par l'Elysée où siégeait un maréchal imbécile, Victor Hugo publia **l'Histoire d'un crime** consacrée au coup d'Etat du 2 décembre 1851, avec en exergue cette phrase lapidaire : **Ce livre est plus qu'actuel, il est urgent.**

Cette qualification convient parfaitement à la brochure lancée ces jours-ci par la Commission internationale de liaison ouvrière sous le titre : **Cuba : révolution et contre-révolution.**

Seulement, le terme « urgent » ne doit pas provoquer de malentendu.

L'affaire ne se localise ni dans le temps, ni dans l'espace. Il ne s'agit pas seulement d'une île dont la surface n'atteint que le cinquième de celle de la France avec une densité de population à peine inférieure à la nôtre, et bien supérieure à celle de tous les pays d'Amérique latine (6 millions d'habitants). Il ne s'agit pas non plus exclusivement d'une expérience de trois années « castristes ».

Le cas de Cuba éclaire d'une lumière brutale le destin du « Tiers-Monde », de l'immense terre des pays « sous-développés ». Il touche, par une prise directe des réalités, « le fond du problème », c'est-à-dire le devoir révolutionnaire, les valeurs et les espoirs révolutionnaires.

Le témoignage d'un anarchiste-révolutionnaire

La brochure contient des témoignages, des textes officiels, des documents. C'est dire qu'il est impossible de la résumer, inutile de l'analyser. Elle se suffit à elle-même et tout commentaire ne pourrait qu'en affaiblir la portée. Ce qui s'en dégage essentiellement, c'est la contradiction entre les promesses du mouvement dit du 26 Juillet, responsable de la chute de Batista, et les réalités actuelles — c'est la disqualification des « idéologues » apologistes de la « révolution à la mode » — c'est surtout la « paupérisation » et l'asservissement de la classe ouvrière, les duperies de la « réforme agraire »... tout ce qui apparente le régime castriste aux démocraties populaires orientales.

Tandis que l'on tire cette brochure, je trouve sur ma table une revue modestement ronéotypée au style sympathique, **Noir et rouge...** « cahier d'études anarchistes ». Le numéro de mars 1962 porte **« des impressions et observations »** du camarade Renof qui a séjourné plusieurs mois à Cuba en 1960 et qui « parle couramment l'espagnol ». **« Ce sera,** dit la rédaction, **notre contribution à l'étude d'un dossier qui, par delà Cuba, concerne en fait le problème de la Révolution, dans les pays du Tiers-Monde »...** C'est bien ainsi que nous l'entendons.

Ai-je tort d'attacher quelque importance à un témoignage qui n'est pas appelé à un grand retentissement ?

C'est que sa naïveté me bouleverse. Renof nous livre des notes conçues au hasard des rencontres, des trouvailles, des conversations et des lectures. Pour l'essentiel d'ailleurs, il confirme les informations de nos correspondants, quant à l'abaissement des salaires, la perte ou la dégradation des avantages et garanties obtenus par la classe ouvrière, **« l'interdic- des grèves, la « mise au pas » des syndicats, la réduction de la liberté de pensée et d'expression dans tous les domaines, l'emprise croissante de l'Etat. »**

Il ajoute à ses observations personnelles, une revue des opinions libertaires d'Europe et d'Amérique sur Cuba, nettement anticastristes à une ou deux exceptions près. Sa conclusion ménage le présent, en réservant l'avenir : depuis janvier 1959, **nette amélioration matérielle, mais tant qu'il y a Etat, il ne peut y avoir réelle Révolution.**

A propos des émigrés cubains

Les information fournies par la brochure de la Commission Internationale — celles que la presse officielle nous apporte en ces derniers jours — ne s'accordent guère avec l'optimisme de Renof, quant à la situation matérielle (1). Mais ce qui nous importe ici ce sont les arguments favorables à Castro de ce révolutionnaire libertaire.

On éprouvera quelque gêne en lisant son appréciation méprisante des adversaires du régime — proscrits, emprisonnés ou passifs. — L'aventure d'avril 1961 fut-elle une tentative de débarquement préméditée à Washington — ou une insurrection mal préparée et facilement vaincue ?

Nous réservons notre jugement. Et le procès mené à huis clos cette semaine, débutant par les aveux communiqués à la presse sans avoir été entendus directement, concluant par la condamnation de Kennedy et de ses ministres, nous rappelle trop les précédents de Moscou et de Prague, pour que nous en tirions autre chose qu'une répugnance insurmontable pour les inspirateurs, les juges et la procédure. La brochure de la Commission Internationale cite trois cas, parmi d'autres, de militants syndicalistes et libertaires victimes de la répression : un ouvrier, un employé, un paysan — qui furent tous trois des ennemis du régime de Batista et qui ont refusé de se soumettre au totalitarisme rouge. Et l'on ne compte plus les « rebelles », ayant pris une part active à la Révolution de janvier 1959 qui furent liquidés lorsqu'ils n'eurent pas le temps de s'exiler.

D'après Renof, ce seraient des « castristes » effrayés par la vitesse de la Révolution. Facile à dire. Moins facile à prouver. Et il faudrait d'abord définir la révolution. S'agit-il de la prise du pouvoir politique ? On ne peut ralentir ce qui est accompli. S'agit-il d'un transfert de propriété ? Aucun des révolutionnaires de janvier 1959 ne s'est élevé contre la réforme agraire, contre l'expropriation des richesses monopolisées par des capitalistes étrangers. Ralentir le processus de centralisation étatiste, c'était peut-être le moyen de maintenir le dynamisme révolutionnaire... Ceux qui voulaient en 1924 retenir et contrarier Staline ne sont-ils pas justifiés par Khrouchtchev... après trente ans de contre-révolution stalinienne ?

Il est encore facile, dès qu'il est question « d'émigrés », d'évoquer le Coblentz de 1792 et les Russes blancs de 1918. Mais les Cubains anticastristes réfugiés aux Etats-Unis y ont peut-être retrouvé le même lieu d'asile qu'au temps de Batista, à moins qu'ils ne prennent la place des antihitlériens d'hier ou qu'ils ne rejoignent les Espagnols, les Hongrois et les Allemands proscrits par Franco, Kadar et Ulbricht.

Curieux anti-électoralisme...

Mais voici plus grave encore. Ce sont les aspects du « castrisme » tels que Renof les a enregistrés et justifiés. Il est peut-être vrai, comme le disait Alba en 1953, qu'en se tenant trop à l'écart du « problème essentiel en Amérique du Sud, celui de la terre, le mouvement ouvrier naissant ait prouvé sa carence politique. Peut-on reprocher aux syndicats ouvriers sous Batista, **« de ne pas avoir manifesté leur solidarité à l'égard des travailleurs agricoles de**

---

(1) La presse du 16-3-62 rapporte un discours de Fidel Castro annonçant de nouvelles mesures de rationnement.

la canne à sucre ? De ne pas avoir organisé de grèves en faveur de Castro, avant janvier 1959 ? »

La brochure de la Commission internationale rappelle que de 1952 à 1959, les travailleurs, par des grèves nombreuses, avaient obtenu de substantielles satisfactions — que malgré les dirigeants officiels de la Confédération des Travailleurs de Cuba, la grève fut utilisée comme moyen de lutte politique, pas assez fréquemment peut-être, mais il n'y a pas que sous Batista que la grève politique fut assimilée à un crime d'Etat.

Renof reconnaît qu'après la chute de Batista, la baisse de 50 % des loyers provoqua la ruine de l'industrie du bâtiment et la mise en chômage de 80.000 ouvriers — que les syndicats organisèrent des grèves tournantes, afin, dit la brochure, « de réparer toutes les injustices accumulées sous la dictature ». Alors, dit Renof, on a interdit la grève revendicative, on a subordonné les syndicats à l'appareil d'Etat. « **Les salaires ont été baissés... car ils étaient scandaleusement élevés, par rapport au niveau de vie des paysans** ». Ce commentaire... « révolutionnaire » nous paraît singulièrement édifiant.

Mais voici mieux encore. Castro a violé sa promesse formelle d'organiser des élections, dès que la dictature aura été abattue et ses suppôts anéantis. On connaît l'argument : « **Si nous avions consulté le peuple, nous aurions obtenu une majorité écrasante...** » Bien sûr ! Mais peut-être qu'au sein d'une assemblée élue, les conflits entre les artisans et les profiteurs de la révolution n'auraient pu se réduire à l'ombre de la barbe fidéliste.

Plus castriste que Castro lui-même, notre libertaire révolutionnaire exprime son anti-électoralisme doctrinal en formules étincelantes : « **Dans un pays sans traditions parlementaires, sans culture, avec 37,5 % d'analphabètes, le peuple est incapable de voter.** » — « **Pourquoi des élections, puisque le peuple est armé ?...** »

J'avais cru, avec quelque candeur, que mes amis anarchistes professaient l'anti-électoralisme, parce que les élus se révèlent fatalement indignes de leurs électeurs. J'apprends aujourd'hui que c'est le contraire. Ce sont les électeurs qui sont indignes de choisir leurs élus. Il suffit de les rassembler en foules pour prolonger les longues effusions oratoires du maître par des « applaudissements imbéciles et des huées fanatiques » (2).

Le peuple armé ? Il y aurait en effet, d'après Renof, 400.000 miliciens embrigadés et 200.000 « volontaires » (sic !) masculins et féminins (la militarisation atteint aussi les enfants des écoles). Notre témoin ayant évalué à 2 millions d'individus la population active, nous aurions pour l'encadrer une armée de 600.000 hommes et femmes. Dans les camps de concentration, la surveillance n'était pas aussi dense.

---

(2) Il n'est pas certain d'ailleurs que Fidel Castro reste fidèle au dogme antiélectoraliste. On votera sans doute à Cuba, lorsque le parti unique sera solidement articulé de la base au sommet. Et alors les « analphabètes » n'auront même pas besoin de savoir lire les bulletins uniformes.. Ils entreront dans la majorité de 99,89 %, avec autant de conscience que les autres. Notons que cet alibi de l'analphabétisme est largement utilisé contre le vote des Noirs par les ségrégationnistes du Sud des U.S.A. Notons aussi qu'en 1789, presque tous les paysans de France électeurs aux Etats généraux, illettrés dans leur grande majorité, parlant souvent un patois local, surent dicter des cahiers de doléances qui figurent aujourd'hui parmi les monuments les plus estimables de notre histoire. Notons enfin que si le castrisme lutte contre l'analphabétisme, l'instituteur est souvent un propagandiste et que les petits Cubains apprennent d'abord à épeler le nom de Castro.

Castro marxiste-léniniste ?

Involontairement peut-être, Renof souligne l'importance croissante des communistes... dont il dit d'ailleurs, avec quelque raison, qu'ils aiment beaucoup les dictateurs, en Amérique du Sud. On trouvera dans la brochure de la Commission internationale quelques précisions et citations significatives. Les apologistes de Castro veulent nous intéresser aux variations de leur grand homme, dont l'adhésion au « marxisme-léniniste » ne serait intervenue qu'après son expérience du pouvoir, et la logique de son opposition à l'impérialisme américain. Des observateurs avertis relèvent en ce moment les conflits qui éclatent entre la famille Castro et les « vieux bolcheviks » de Cuba. Faut-il en débattre ? A quoi bon ! Les hommes d'Etat américains qui tombent dans le panneau idéologique servent admirablement la propagande de Castro et de Khrouchtchev. A Cuba, l'idéologie justifie la fraction qui veut garder le pouvoir, et les oppositions doctrinales interviennent après coup, pour expliquer la victoire d'un clan et d'une clientèle. A Moscou, on utilise Castro, comme on utilisait Peron, Batista, Trujillo... et Nasser..., comme on voudrait utiliser le F.L.N... non par parti pris politique et social, mais comme pions sur l'échiquier diplomatique... et peut-être monnaie d'échange.

Castro... marxiste, léniniste, titiste, péroniste, castriste... c'est toujours Castro, c'est-à-dire le chef que la révolution de janvier 1959 a porté au pouvoir.

Se maintient-il au pouvoir par la révolution, ou hors de celle-ci, contre celle-ci ? C'est actuellement, pour nous, la question essentielle.

Les négations castristes

En fait, pour apprécier la valeur révolutionnaire de Castro, on ne dispose que de critères négatifs. Castro a abattu Batista, l'homme des U.S.A. Castro a rompu brutalement avec l'Espagne franquiste. Castro est l'ennemi de l'impérialisme américain. On ajoute à notre intention que si Castro est devenu l'allié de l'U.R.S.S., c'est parce que les U.S.A. l'y ont contraint. C'est d'ailleurs en fin de compte une seule négation : contre les Etats-Unis — leur homme : Batista ; leur allié : Franco — leurs capitalistes réactionnaires, **Castro est le prototype du Révolutionnaire, parce qu'il est l'ennemi des Etats-Unis.** C'est tellement établi, que Renof exposant loyalement les opinions des anarchistes sur Cuba, n'accorde à Gaston Leval qu'une méprisante mention : « **égaré par son amour-passion pour les Etats-Unis, Gaston Leval a écrit des articles d'une telle stupidité qu'il m'est impossible d'en parler en restant dans les limites de la correction** » (sic !) (3).

Rendons justice à M. Jean-Paul Sartre. C'est à lui que nous devons ce concert d'anathèmes et de malédictions. Le pape de Saint-Germain-des-Prés opposait à Albert Camus « les lois de l'Histoire ». Il aurait fallu dire : les lois de l'histoire romancée par Jean-Paul Sartre. A lire ses jugements définitifs — noblesse oblige ! — sur le cas de Castro, on avait l'impression que depuis le XIXe siècle le peuple cubain ne fut jamais opprimé que par les Etats-Unis, ne s'est jamais révolté que contre les Etats-Unis.

Nous reviendrons — pour en parler sans aucune indulgence — sur la politique interaméricaine des Etats-Unis. Mais lorsqu'en 1898 éclata à propos de Cuba, la guerre entre l'Espagne et les Etats-Unis,

---

(3) Gaston Leval haussera les épaules ! Il aura raison. On n'approuve pas tout ce qu'il écrit. Mais on sait que ses propos expriment sincèrement et intelligemment ce qu'il connait, ce qu'il a vécu pendant de longues années. Pas plus que nous, il n'éprouve d'amour-passion pour les U.S.A. Comme nous, il s'irrite de voir avec quelle facilité la démagogie antiyankee permet les diversions, les déviations et dissimule l'ignorance ou l'impuissance...

les démocrates français formaient des vœux pour la victoire yankie, les réactionnaires attendaient avec une joyeuse certitude le triomphe du trône où vacillait un héritier dégénéré des Bourbons et des Habsbourg. Sans doute l'indépendance politique de Cuba fut-elle limitée par... la protection de Washington. Mais à la même époque, la Grande-Bretagne et la France parachevaient leurs empires coloniaux. Et les Algériens, les Annamites, les Tunisiens, les Marocains... les Indiens et les Irlandais auraient pu envier le sort des Cubains.

Batista, homme des Etats-Unis ? En fait, il fut aussi l'allié des communistes. Ce qui peut paraître contradictoire. Lors de la conférence interaméricaine de **Santiago,** tenue six mois après la victoire de Castro, il s'engagea une discussion extrêmement vive sur les moyens de liquider les dictatures. Pressé d'agir dans ce sens par Bettancourt, le président du Vénézuela, le représentant des Etats-Unis pouvait se retrancher derrière le rejet en 1947 d'une résolution de l'Uruguay soutenue par Washington, déclenchant une action collective contre les régimes dictatoriaux. Toutes les républiques latines et particulièrement le Mexique réclamèrent le respect de la position traditionnelle de « **non-ingérence** » formulée par les Etats-Unis en 1936. A Santiago, en 1959, le Mexique confirma sa position. Et l'on sait qu'il s'est abstenu, à Punta del Este, le 31 janvier 1962, lors du vote contre Cuba castriste.

Mais, le 5 mars 1958, « le Monde » — peu suspect de soumission aux intérêts des U.S.A. — signalait, dans son éditorial, les menaces contre Batista et précisait « **les contradictions de la politique latino-américaine du Département d'Etat, influencée par une série de facteurs divergents. Pendant que l'opinion libérale, derrière le « New York Times » proteste contre la dictature et la sanguinaire répression, les milieux d'affaires américains, qui possèdent les deux tiers des plantations de sucre, contrôlant la quasi totalité du commerce et de l'industrie, pensent avant tout à la sauvegarde de leurs privilèges.** »

Voilà qui n'a certainement pas été écrit pour les besoins de la cause. On ment effrontément lorsqu'on affirme que toute la presse, toute l'opinion aux Etats-Unis était derrière Batista. C'est au contraire le « New York Times », le quotidien qui exerce certainement dans le monde entier l'influence la plus étendue et la plus profonde, qui a porté « urbi et orbi » le portrait physique et moral, les sentiments et les idées de Fidel Castro.

Le castrisme et l'Espagne...

J'admire les gens qui interprètent les événements selon un schéma réduit à des lignes parallèles. J'admire aussi les bons camarades marxistes qui plantent des drapeaux nationaux sur les antagonismes de classe, qui jugent le passé et l'avenir à travers leurs partis pris et leurs préjugés actuels.

Cuba... « la perle des Antilles », fut la dernière colonie espagnole en Amérique — peut-être l'une des plus « rentables » pour les colonisateurs, d'abord pour les « hidalgos »... puis pour les paysans venus de la métropole à qui on attribua de la main-d'œuvre indienne, en même temps que des terres, enfin pour les fonctionnaires de la Couronne. Exploitation terriblement renforcée, lorsque de forts contingents de colons espagnols fuyant la Floride, Saint-Domingue, le Mexique et le Vénézuela politiquement émancipés, s'y regroupèrent et encouragèrent la résistance brutale aux mouvements séparatistes. Le nom du poète José-Maria de Hérédia émerge de la première rebellion organisée. Ce fut en effet aux Etats-Unis que la plupart des dernières insurrections furent préparées. L'opinion publique y avait violemment réagi, lors des sanglantes répressions. Et l'explosion du cuirassé américain « Maine » mouillant dans le port de La Havane fut le prétexte du conflit. L'Espagne vaincue céda Cuba aux Etats-Unis qui reconnurent immédiatement l'indépendance politique de l'île, avec des restrictions incluses dans la Constitution (le fameux amendement Platt).

Ce rappel bouscule le schéma ordinaire. Il explique peut-être la violence passionnelle des relations hispano-cubaines. Se souvient-on encore des incidents violents qui éclatèrent le 21 janvier 1960 à la suite d'un conflit entre une prêtre basque naturalisé argentin et des religieux espagnols établis à La Havane. De brutales accusations de Fidel Castro à la télévision, l'irruption de l'ambassadeur espagnol au studio, son expulsion « manu militari », la rupture des relations diplomatiques...

Mais ce qui ne fut guère connu en France, c'est la modération des réactions espagnoles. La presse franquiste rappela à ce propos que les castristes avaient bénéficié en Espagne d'une généreuse hospitalité pour laquelle le gouvernement castriste exprima sa vive gratitude, en plusieurs circonstances. « Blanco y Negro » du 30 janvier proclame que « **malgré les va-et-vient de la politique, les Cubains continuent de ressentir de l'amour pour l'Espagne, amour que la mère-patrie ressent également pour sa fille préférée** ».

« Pueblo », le 22-1-60, regrette simplement « **que Fidel Castro donne prise au scandale dans tant d'occasions, alors que nous le félicitons sincèrement pour son désir politique de rénovation, sa sincérité et sa valeur dans les problèmes sociaux** ».

L'indiscrétion et l'imprudence du Premier cubain sont très malheureux, « **car autrement, Fidel Castro serait l'homme qui jouirait à notre époque du plus grand capital de sympathie** ».

Et une revue de presse officielle en commentant le communiqué du Ministère des Affaires étrangères d'Espagne, rédigé à la suite de l'incident, **souligne le souci du gouvernement espagnol de ne rien faire qui puisse envenimer les choses.**

Le grand organe madrilène l' « A.B.C. » du 22 janvier 1960 publie une chronique de son correspondant à Washington qui, fort habilement, interprète cette bagarre entre Fidel Castro et l'ambassadeur espagnol comme une manifestation de l'hostilité de Castro au gouvernement et au peuple des Etats-Unis. Il paraît anormal que cette dispute autour de l'Eglise acoquinée à Franco touche la grande puissance américaine. Et cependant, au cours de la même allocution, Fidel Castro insulta l'ambassadeur des Etats-Unis, le gouvernement et le peuple américain en des termes durement offensants.

Fidel Castro et les Etats-Unis

Ces indications quant aux rapports hispano-cubains étonneront peut-être nos logiciens imperturbables. Fidel Castro, avant sa victoire de janvier 1959, jouissait aux Etats-Unis — quoi que l'on ait pu écrire — d'un large crédit de confiance et de sympathie. Après sa victoire et ses premières mesures... « socialistes », il bénéficiait encore en Espagne franquiste de préjugés hautement favorables.

Ceci autorise quelque doute quant à la pureté de son « socialisme ». Cela suggère quelque réflexion quant à la cause de son choix entre l'Est et l'Ouest.

Rien ne permet d'attribuer à Washington la responsabilité de la rupture. On savait que la révolution briserait les privilèges des grands sucriers yankees. Mais pour des raisons qui ne sont évidemment pas toutes désintéressées, ces « businessmen » rencontraient aux Etats-Unis l'opposition des syndicalistes, des politique libéraux ou clairvoyants, même d'une fraction importante de la classe capitaliste. La réforme agraire dans tous les Etats de l'Amérique latine était envisagée à Washington comme une nécessité inéluctable, avant même d'être formellement incluse dans le programme de Kennedy.

Cependant, dès les premières semaines de la révo-

lution, Fidel Castro avait déjà attaqué violemment la politique américaine. L'éditorial du « Monde » du 15-4-1959 nous apprenait que » **José Figueres, l'ancien président démocratique de Costa-Rica, hôte de Fidel Castro, fut brutalement interrompu dans son discours de réception « lorsqu'il osa affirmer que les intérêts latino-américains seraient en fin de compte mieux servis si les vingt Républiques se rangeaient du côté des Etats-Unis plutôt que du côté de l'Union Soviétique. Le lendemain, Fidel déclarait que José Figueres n'était qu'un faux ami et un mauvais révolutionnaire. »**

Cependant le même éditorial parut pendant un premier voyage de Fidel Castro aux Etats-Unis, où le Premier cubain fut accueilli avec une sympathie confinant à l'enthousiasme. Sous la signature de Sydney G. Cooper, « l'Express » du 30 avril 1959, rapportait les propos à la fois optimistes et rassurants de Fidel Castro, et soulignait la volonté de l'administration américaine **d'accorder une aide à la révolution cubaine, et même d'offrir cette aide si elle n'est pas demandée** car « **elle juge le gouvernement de Castro infiniment préférable à une dictature d'extrême-droite ou à un régime communiste** ».

Le client de Khrouchtchev

Fidel Castro a-t-il demandé des crédits à Washington, sans accepter aucun contrôle sur l'utilisation des fonds ? A-t-il, comme d'autres dictateurs, tenté par ses imprécations et ses menaces, d'exercer un véritable chantage sur les Etats-Unis ?

Ou bien tout simplement était-il décidé, dès les premiers temps, à choisir Moscou, tout en manœuvrant pour laisser à Washington la responsabilité de la rupture ?

Ce qui éclaire notre jugement, c'est que dès les premiers temps de sa dictature, nous l'avons entendu reprendre à son compte tous les slogans de la propagande stalinienne — et à New-York, lors de la tumultueuse assemblée de l'O.N.U. de septembre 1960, nous l'avons vu et entendu à la télévision, traiter d'hitlérien le chancelier allemand, conformément aux thèses officielles de Moscou.

La brochure de la Commission Internationale nous apporte encore un élément d'appréciation quant à l'alliance « désintéressée » de Moscou. Il s'agit d'une étude de Jorge Freyre, dirigeant de la Banque nationale de Cuba au début de la révolution : « **la livraison du commerce extérieur de Cuba au bloc soviétique** » (supplément de la revue « Cuadernos », Paris, octobre 1961).

On y trouve cette information : « **en décembre 1960, on transféra 25.272.000 dollars appartenant à la Banque nationale de Cuba à la succursale de la Banque d'Etat de l'Union Soviétique établie à Londres. Ce serait le premier pas de la remise totale des réserves monétaires internationales de Cuba à l'Union Soviétique** ».

Conclusion provisoire

La brochure prouve donc que la nécessaire et salutaire révolution de janvier 1959 a abouti à un régime qui est la négation du socialisme que nous avons servi et représente donc une véritable contre-révolution. Pour réaliser le socialisme, il aurait fallu à Castro une volonté consciente, afin d'organiser une économie collective, intégrée dans la Confédération américaine, soutenue par la solidarité ouvrière internationale. Pour garder le pouvoir et renforcer sa dictature, il a choisi la voie la plus facile : l'engagement dans la clientèle de Khrouchtchev.

Peut-être s'apercevra-t-il bientôt que la facilité n'est pas toujours la politique la plus efficace et que si le client est de plus en plus soumis au « patron », celui-ci n'est jamais tenu de respecter les contrats et les obligations.

Mais il faut conclure, comme on nous y invite, en posant à propos du cas cubain le problème de la Révolution en général et particulièrement dans les pays sous-développés. Nous n'avons évidemment pas la prétention de proposer des solutions. Mais pour être fructueux le débat doit s'engager sur des données claires, sur les facteurs objectifs et subjectifs de la Révolution que nous pouvons prévoir et espérer.

Ce n'est pas servir l'impérialisme américain que de constater l'évolution de la politique internationale des Etats-Unis. On pourrait résumer celle-ci trop sommairement et trop schématiquement en quatre étapes :

D'abord le panaméricanisme, la doctrine de Monroë, tendant à l'exclusion des puissances européennes du continent, à abolir à la fois le féodalisme et le colonialisme mercantiliste.

Pendant la grande période d'expansion des Etats-Unis, on vit en effet se développer ce que l'on appelle aujourd'hui le néo-colonialisme, ce que Trotsky appelait plus exactement l'impérialisme pacifiste d'un pacifisme qui n'excluait pas l'emploi des Marines). Utiliser les ressources naturelles facilement exploitables. — Exporter des capitaux attirés par le bon marché de la main-d'œuvre indigène. — Respecter les structures sociales héritées du féodalisme colonial. — Dominer les marchés régionaux. — Assurer la sécurité des capitaux engagés en maintenant l'ordre politique par tous les moyens.

Cependant, avec Roosevelt, on s'orienta vers une politique hostile aux trusts, aux monopoles privés. On envisagea l'industrialisation rapide de l'Amérique latine. On accepta plus ou moins facilement l'idée de laisser aux Etats nationaux la gestion de leurs services publics et même l'exploitation de leurs richesses naturelles.

Les revendications de plus en plus pressantes des travailleurs et des paysans sans terre, les troubles politiques, l'insécurité des régimes dictatoriaux, la menace communiste expliquent le caractère systématique du programme d'aide établi aujourd'hui par l'administration Kennedy, cette sorte de plan Marshall appliqué à l'Amérique latine.

Cela impose d'abord un bouleversement des structures sociales traditionnelles et essentiellement une réforme agraire totale — aussi l'établissement de régimes démocratiques.

Ce programme n'est pas révolutionnaire. Il se heurte pourtant à l'opposition des businessmen, des hommes des castes réactionnaires, aussi des intellectuels et politiciens dits progressistes qui entendent s'installer dans un Etat neuf et bénéficier des privilèges du pouvoir politique.

Il n'est pas certain que ce plan ambitieux réussisse. Il est certain qu'il échouera, si ne se réalise pas une complète solidarité interaméricaine, à la fois économique, politique et sociale.

La Révolution n'est évidemment pas incluse dans ce plan. Mais ce sont là les conditions objectives d'une révolution ouvrière, de l'avènement d'un socialisme authentique.

Le reste dépend exclusivement du développement d'un mouvement ouvrier libre. Ce qui nous trouble le plus dans les thèmes de la propagande pro-castriste, c'est que non seulement elle néglige cette condition fondamentale d'une révolution socialiste, mais qu'elle conduit à justifier l'avilissement de la condition ouvrière et la colonisation des syndicats.

En répétant cela, nous ne serions que « d'anciens révolutionnaires », assez adaptés à la société présente pour renier l'idéal de notre jeunesse. Nous ne plaiderons pas notre cause. C'est sans intérêt. Nous examinerons simplement quelle est la Révolution que l'on oppose à notre... « ancienneté ». Est-elle conforme à l'idéal que nous — et nos contradicteurs les plus estimables — avons conçu et servi depuis plus de quarante ans ?

Roger HAGNAUER.

Notes d'Economie et de Politique

TROIS DEFAITES

Trois défaites. Trois défaites militaires. En 1940, la fuite devant Hitler ; en 1954, Dien-Bien-Phu ; et aujourd'hui, Evian !

Trois défaites en vingt ans, c'est beaucoup ! Du second empire colonial que la France s'était évertuée à constituer au cours du siècle dernier, au cours de quatre-vingts ans de guerres et d'« expéditions militaires », il ne reste plus rien, cela ne résulte pas d'une décision volontaire de l'Etat ou du peuple français, comme on voudrait nous le faire croire, mais tout simplement de la supériorité militaire de l'ennemi.

Tout ce qui tend, en effet, à présenter les accords d'Evian comme un acte de générosité de la part de la France, comme un don qu'elle consent uniquement par « grandeur d'âme », parce que c'est un acte d'humanité et de justice, n'est que grossier mensonge. La vérité est qu'en Algérie, tout comme en Indochine et comme sur la Meuse, l'armée française a été vaincue et que ce n'est que sous la contrainte d'une force supérieure que l'Etat et le peuple français se sont soumis.

Je dis bien : l'Etat *et* le peuple français. Si vous en doutez, relisez, pour ce qui concerne l'Etat, les déclarations faites par tous les hommes politiques français, depuis Mendès jusqu'à de Gaulle : ils affirmèresnt tous, au cours de cette guerre, un jour ou l'autre, que l'Algérie était française et *demeurerait française*. Pour ce qui concerne le peuple, rappelez-vous le courrier des lecteurs de la R.P. durant les premières années de la guerre et souvenez-vous qu'en 1956, deux ans après le déclenchement des hostilités, le parti communiste conférait à Guy Mollet des pouvoirs extraordinaires pour poursuivre la guerre d'Algérie, afin de ne point se « couper des masses » en ayant l'air de vouloir abandonner la « plus belle colonie » de la France. Si tel était l'état d'esprit dans les fractions du peuple français qui avaient été le plus nourries de propagande anti-colonialiste et anti-impérialiste, jugez de ce que cela pouvait être chez les autres !

De même, si de Gaulle a été porté au pouvoir, ce ne fut pas comme on aime maintenant à le dire, pour mettre fin à la guerre d'Algérie, mais pour aboutir à une fin *victorieuse* de la guerre. Qui oserait prétendre, en effet, que si les pieds-noirs, si Salan, si Massu, ainsi que les beaux Messieurs qui claksonnaient « Algérie française » sur les Champs-Elysées, ont renversé la République et l'ont remplacée par la dictature, c'était pour que le dictateur fasse la paix en abandonnant le F.L.N. à l'Algérie ?

En fait, jusqu'au moment où le F.L.N. est parvenu à se constituer une armée sérieuse sur les frontières marocaine et tunisienne, et qu'il est apparu que cette armée allait être solidement armée, convenablement ravitaillée et peut-être même renforcée en hommes par les Chinois, les 95 % au moins du peuple français étaient de farouches partisans de l'écrasement des « rebelles » et de l'emploi de tous les moyens (tortures comprises) pour maintenir l'Algérie dans le giron de la France.

Ce n'est que le jour où l'on s'est aperçu, aussi bien à l'Elysée que dans la rue, qu'un peuple qu'on n'avait pu vaincre en cinq années de guerre allait recevoir une aide militaire qui le mettrait sur un pied d'égalité avec soi-même en fait d'armement, que le vent de la défaite a fait comprendre à tous ou à presque tous (en métropole tout au moins) qu'il était nécessaire de jeter du lest. Lest qu'on n'a jeté d'ailleurs que très, très progressivement, puisqu'il a fallu plus de deux ans pour que l'on finisse par faire aux Algériens des offres acceptables.

Et c'est ainsi seulement que, partis en guerre unanimement en 1954 pour écraser la « rébellion algérienne » et faire que l'Algérie demeure française, l'Etat et le peuple français ont dû, en 1962, traiter avec les chefs de ladite « rébellion » et leur confier le soin de mener l'Algérie à l'indépendance !

Si les Français se trouvent ainsi avoir été vaincus trois fois en moins d'un quart de siècle, c'est parce que, les trois fois, ils n'ont pas voulu se battre, j'entends : se battre sérieusement, résolument, à fond.

Depuis la disparition de l'Ancien Régime, les Français ne se sont vraiment battus que deux fois : la première, pendant les guerres de la Révolution, parce qu'ils pensaient apporter la liberté au monde, la seconde fois durant la guerre de 14-18 parce qu'ils croyaient qu'ils allaient donner la paix au monde. Autrement dit, ils ne se battirent que lorsqu'ils eurent une Idée à défendre.

Il faut aux Français, disait Vallès, une Idée ou un Sabre. En réalité, il leur faut, comme à tout peuple appelé à jouer un rôle dans l'histoire, une Idée *et* un Sabre. Le Sabre pour assurer la réalisation de l'Idée.

Mais, de par son propre développement, le Sabre tue bientôt l'Idée. Eternelle dialectique des choses ! Alors, dépourvu d'Idée, le Sabre, si tranchant soit-il, devient impuissant. Impuissant contre Hitler, contre le Viet-Minh, contre le F.L.N.

Ce n'est là d'ailleurs que ce qu'exprimait plus simplement le fameux colonel Bigeard un jour que, dans les premiers temps de la guerre d'Algérie, il était venu à Paris pour recevoir en grande pompe je ne sais quelle décoration, et que, comme on lui demandait, à un dîner donné en son honneur, ce qu'il pensait de la situation militaire en Algérie, répondait, à la grande stupeur de l'assistance : « Ces gens-là nous vaincront, car ils croient, eux, à quelque chose, tandis que nous, nous ne croyons plus à rien. »

La prophétie s'est réalisée. A Evian, la France a capitulé.

BERBERE OU ARABE ? LA DJEMAA OU LE CAID ?

Le nouveau peuple qui apparaît aujourd'hui sur la scène de l'histoire, le peuple algérien, a, lui, une Idée, celle de l'indépendance nationale, et un Sabre, celui qu'il s'est forgé durant les sept années d'une guerre particulièrement dure.

Mais son Idée n'est pas seulement nationale, elle est aussi sociale. Presque au début de son soulèvement, il a affirmé les buts sociaux de son mouvement, au point qu'il appelle toujours

celui-ci, non: la guerre de libération, mais: la *Révolution* algérienne.

Après la liquidation de l'O.A.S., ou même simultanément avec cette liquidation, le Front national de libération va donc avoir à atteindre les buts révolutionnaires qu'il s'est donné, et, pour cela, se donner d'abord une organisation politique.

Pour ce faire, deux voies s'ouvrent à lui, qui lui sont tracées par son passé historique lui-même.

Voici beaucoup plus d'un millénaire que les peuples d'Afrique du Nord ont été conquis et assimilés au cours de la grande chevauchée des disciples de Mahomet.

Mais, tandis que cette assimilation était totale dans la plaine, que les indigènes y adoptaient la langue et le droit du vainqueur en même temps que sa religion, ceux de la montagne n'acceptaient que la religion, gardant intacts leur langue, le berbère, leurs coutumes et leur droit.

De ce fait, les institutions politiques et sociales des sédentaires de la montagne et celles des nomades ou semi-nomades ou anciens nomades de la plaine sont encore aujourd'hui très différentes, voire même opposées.

L'organisation politique de la plaine, c'est la tribu. La tribu soumise à un chef, le caïd, chef de guerre et chef dans la paix, qui réunit entre ses mains à peu près tous les pouvoirs spirituels et temporels: il commande au combat et administre et juge en tous temps. Sous sa direction, la tribu mène une vie collective, se déplaçant selon les saisons à la recherche de pâturages, ensemençant individuellement ici et là des parcelles de la terre collective.

L'organisation politique de la montagne est, au contraire, celle du village, j'allais presque écrire: celle de la Cité. Ici, plus de caïd, plus de chef. Le pouvoir est exercé par l'assemblée des habitants du village qui délègue généralement ses pouvoirs aux plus vieux et aux plus sages. Ceux-ci constituent un Conseil de fait, la djemaa, dont tous les membres sont égaux; c'est elle qui gouverne, administre, décide et juge. Cette démocratie, comme toutes les démocraties, a pour base la propriété individuelle; chacun est pleinement propriétaire de son lopin de terre, y fait ce qui bon lui semble et en dispose à son gré, mais, malgré cela, comme le pays est très pauvre, l'inégalité économique est pratiquement inexistante. La démocratie politique se double ainsi d'une démocratie sociale.

Eh bien! la grande question qui se pose est de savoir si la Révolution algérienne suivra la voie arabe ou la voie berbère, celle qui soumet la collectivité à un chef, ou bien charge des affaires publiques ses propres mandataires.

Jusqu'à présent, la Révolution algérienne a suivi résolument la voie berbère. Le F.L.N. a fourni l'exemple très rare, voire exceptionnel, d'un corps poursuivant pendant sept ans une lutte terrible et inégale sous une direction qui n'a pas cessé pourtant un instant d'être une direction collective, agissant sous le contrôle d'une large élite comprenant tous ceux des combattants exerçant des fonctions de commandement même réduites.

C'est là sa profonde originalité, car qu'on cherche les mouvements qui ont conduit une guerre révolutionnaire durant sept années sans qu'en émerge une dictature! En Angleterre, cinq ans après le début de la guerre civile, Cromwell est déjà le maître; en France, un an après Valmy apparaît la dictature de Robespierre, en attendant celle de Bonaparte.

Cette originalité, la révolution algérienne la doit sans aucun doute à ses origines berbères: c'est dans l'Aurès, l'un des deux grands bastions berbères de l'Algérie que l'insurrection a été déclenchée, et c'est en Kabylie, l'autre bastion berbère, qu'elle s'y est implantée le plus rapidement et le plus profondément.

Cette direction collective de l'actuelle révolution algérienne est d'autant plus remarquable que jusqu'ici tous les mouvements de résistance à l'occupation française s'étaient faits à la mode arabe, autour d'un chef.

Il en fut ainsi avec Abd-el-Kader, l'« émir », ou super-caïd, type même du chef arabe, marabout et guerrier, chef religieux, militaire et politique, ne devant sa puissance qu'à ce qu'il est l'incarnation de la volonté d'un peuple.

Il en fut de même plus tard avec Bou Amama, lui aussi marabout et guerrier.

Et il en fut de même aussi, avec l'insurrection de 1871, pourtant essentiellement kabyle, mais qui n'en éprouva pas moins le besoin de se grouper autour d'un chef qu'elle alla chercher chez les Arabes de la plaine voisine, Mokrani.

C'est donc pour la première fois que l'Algérie se trouve en présence d'une insurrection vraiment berbère, en ce sens que les Berbères n'y jouent pas seulement un rôle de premier plan, mais qu'elle s'est organisée selon le mode berbère.

Cependant, il ne faut point sous-estimer le danger que la Révolution algérienne court peut-être encore de devoir délaisser le type berbère pour le type arabe, car les Algériens de langue berbère ne sont qu'une minorité: 30 % de la population environ.

Les hautes plaines d'Oranie, cette pépinière de chefs arabes peut encore donner naissance à un nouvel Abd-el-Kader. Messali Hadj, qui est issu de ces régions, ne considérait manifestement la lutte pour l'indépendance algérienne que sous la forme d'un mouvement dont il eût été l'émir — ce qui fut d'ailleurs la cause profonde de sa perte. D'autres, issus eux aussi des mêmes plaines, peuvent reprendre à leur compte les mêmes espoirs, et, parés de l'auréole du martyr, tenter d'enlever à la direction de la Révolution algérienne le caractère collectif que la tradition de la djemaa lui a jusqu'ici imprimé et qui lui a assuré la victoire.

Pour nous, démocrates, nous ne pouvons que former le vœu que de pareilles tentatives, s'il leur arrivait d'avoir lieu, échouent, et que le nouvel Etat soit organisé selon des principes issus des coutumes berbères et non de la tradition arabe.

Renan a prétendu que l'état arriéré dans lequel se trouvait la Kabylie était dû précisément à son régime ultra-démocratique, au fait qu'elle était un pays sans maîtres ni sujets, sans riches ni pauvres. Il revient aux Algériens d'aujourd'hui la glorieuse tâche de faire mentir Renan. De prouver que la pauvreté des montagnards de la Kabylie ou de l'Aurès est due à la géographie et non aux institutions, que celles-ci, transposées sur un sol plus fertile, sont capables, au contraire, d'assurer le bien-être, voire la richesse et même la puissance, tout en maintenant l'égalité des droits et des jouissances.

HAUSSE DES PRIX ET HAUSSE DES REVENUS

Nous avons souvent donné ici des exemples de hausses de salaires supérieures aux hausses de prix, qui montraient que la croyance selon laquelle la hausse des prix entraîne nécessairement un abaissement du niveau de vie des travailleurs n'est qu'un préjugé.

Voici une constatation un peu différente mais permettant d'aboutir aux mêmes conclusions : Aux Etats-Unis, la hausse des prix a été telle depuis la fin de la guerre que pour vivre en 1962 sur le même pied qu'en 1944, il faut 1.725 dollars par an, au lieu de 1.061 en 44. Autrement dit, la hausse des prix entre les deux époques à été de 62 %. Mais le revenu moyen des Américains (impôts déduits) est passé de 1.061 dollars par an en 44 à 2.000 dollars en 62, c'est-à-dire qu'il a augmenté, lui, de 88 %.

Il s'agit, j'y insiste, du revenu *moyen*, c'est-à-dire de la somme de tous les revenus des Américains divisée par le nombre des Américains. Il s'ensuit que cela ne signifie pas nécessairement que les ouvriers ont vu augmenter dans la même proportion leurs propres revenus (leurs salaires). Il se peut que ce soit les bourgoies qui se soient attribués la plus grosse part de l'augmentation. Le gâteau est devenu plus gros mais la part de certains a pu moins augmenter que celle des autres, ou ne pas du tout augmenter, ou même diminuer. Cela dépend du rapport de forces entre les convives.

Mais ce que cela montre, c'est que lorque Messieurs les dirigeants, ministres ou professeurs, viennent nous clamer que la hausse des prix est une catastrophe, qu'il faut à tout prix l'arrêter et que, pour cela, la classe ouvrière doit consentir à des « sacrifices » en abandonnant toute demande d'augmentation des salaires, voire même en en acceptant la réduction, ils mentent effrontément.

La hausse des prix, l'« inflation » comme ils disent afin que cela paraisse encore plus épouvantable, loin d'être une catastrophe, permet, au contraire, d'accroître la production des richesses, comme le montre l'exemple américain au cours de ces vingt dernières années ; elle permet d'accroître le revenu global et, par conséquent, elle offre aux travailleurs les conditions les plus favorables pour faire accroître leurs propres revenus s'ils le veulent, s'ils sont résolus à se battre pour y parvenir.

Soulignons aussi, dans un autre ordre d'idées, qu'il résulte des chiffres donnés plus haut qu'une société socialiste où le revenu global serait réparti équitablement entre tous, chaque citoyen américain (non pas chaque famille, je le précise, mais chaque individu, homme, femme ou enfant) disposerait aujourd'hui d'un revenu annuel de 2.000 dollars, soit tout près d'un million d'anciens francs par an, ou d'un peu plus de 80.000 francs par mois.

DEFLATION ?

L'an dernier, à cette époque, le Trésor français avait été obligé de faire des appels désespérés à la presse à billets de la Banque de France ; le montant des billets avancés à l'Etat par la Banque passait, en effet, de 865 millions fin décembre 60 à 1.688 millions le 5 janvier 61 (voir R.P. de février 61). Et cela continuait : en août dernier, le montant des avances dépassa 4 milliards (en nouveaux francs, bien entendu) voir R.P. de septembre 61).

Or, voici, au contraire, quelques mois (et tout particulièrement depuis que Giscard a remplacé Baumgartner au Ministère des Finances) que les avances à l'Etat se sont mises à décliner à peu près régulièrement chaque semaine, pour finalement plonger d'un seul coup de près de 2 milliards au 15 mars dernier, à 769 millions seulement le 22 mars, soit moins que le montant auquel elles étaient à peu près stabilisées avant la spectaculaire avance de janvier 61.

A quoi cela est-il dû ?

Autrefois on aurait pu s'ingénier à en chercher des motifs rationnels, mais aujourd'hui où le camouflage, le faux et le mensonge sont devenus monnaie courante dans les affaires publiques, on est plutôt porté à se demander s'il ne s'agit pas, comme cela est souvent arrivé, d'un simple truquage : le passage dans d'autres rubriques du bilan, des sommes avancées à l'Etat, et cela en leur donnant une nouvelle forme, celle d'effets de commerce ou d'autres choses. Bien entendu, il ne s'agit là que d'une hypothèse, nous ne sommes pas dans le secret des dieux ; seuls quelques très hauts fonctionnaires du Ministère des Finances seraient à même de dire ce qu'il en est réellement

Mais, dans le cas où cette hypothèse serait exacte, on pourrait se demander si Baumgartner, gardien des saines traditions, n'aurait pas laissé enfler le montant (apparent) des avances de la Banque à l'Etat, afin de pouvoir dire : attention ! nous allons à l'inflation, donc réduisez les dépenses publiques, ce qui certainement, n'a pas dû beaucoup plaire à Mongénéral ; tandis que Giscard, qui veut rester bien avec son maître, peut maintenant montrer des bilans où l'Etat se permet (apparemment) de rembourser à la Banque les avances qu'elle lui a faites, ce qui montre qu'il a de l'argent à ne savoir qu'en faire, et que par conséquent, il peut facilement financer bombes atomiques et autres dépenses somptuaires !

En tout cas, ne cherchez pas dans la presse, n'importe laquelle, des renseignementss à cet égard, car elle a bouche cousue. De même qu'elle n'a pas dit un mot de l'inflation monstrueuse qui consista à quintupler en quelques mois les sommes demandées à la Banque par l'Etat, elle est tout aussi silencieuse sur la déflation par laquelle aujourd'hui l'Etat les réduit des quatre cinquièmes.

R. LOUZON.

P.S. — En écrivant dans l'avant-dernière R.P. que le socialisme était le fourrier du fascisme, et en m'appuyant, pour cela sur les exemples de l'Allemagne et de la France, je n'avais naturellement pas été sans penser, comme Samson, au cas de l'Angleterre où le parti travailliste a gouverné à plusieurs reprises et qui n'a cependant jamais sombré dans le fascisme, mais cela ne m'avait pas arrêté, car il n'y a point de règles sans exceptions (surtout lorsque l'exception est l'Angleterre qui fait exception en presque tout) et parce que le fait que c'était dans les deux pays classiques du socialisme que des gouvernements socialistes y avaient été suivis d'un régime totalitaire me semblait suffisant pour pouvoir considérer l'exemple qu'ils avaient donné comme étant la règle, et les cas contraires comme l'exception.

Mais allons plus loin : pourquoi l'Angleterre fait-elle exception ? La raison m'en semble simple : c'est qu'en Angleterre il n'y a pas de mouvement fasciste (le parti de Mosley, cet ancien travailliste de gauche, qui végète lamentablement depuis presque trente ans, pouvant être à peu près considéré comme ne comptant pas). L'absence de fascisme en Angleterre est sans doute due aux traditions parlementaires si fortement ancrées dans ce pays où un Parlement a existé presque sans interruption depuis le XIII[e] siècle.

Or, du moment qu'en Angleterre, il n'y a point de fascisme, il n'y a pas à se défendre contre le fascisme, et dans ce cas le parti socialiste est alors aussi capable qu'un autre de défendre le pays contre un ennemi... qui n'existe pas.

Je ne pense pas, en effet, que le parti socialiste crée le fascisme, mais je crois que là où le fascisme existe, le parti socialiste est incapable de défendre le régime contre lui, car il a trop déçu les forces sur lesquelles seulement il pouvait s'appuyer, les force prolétariennes, et il les a trop déçues à cause des trahisons continuelles auxquelles sa participation au régime parlementaire, et surtout au pouvoir parlementaire, le conduit régulièrement.

R. L.

Parmi nos LETTRES

La question de Samson

De G. WALUSINSKI (de Paris) :

Dans la R.P. de mars, Samson pose une excellente question à propos de la note de Louzon, « Le parti socialiste, fourrier du fascisme ». Pourquoi l'explication de Louzon paraît-elle convenir aux exemples récents vécus en France et s'appliquer si mal aux partis socialistes de Grande-Bretagne ou des pays scandinaves ?

Je ne suis pas capable de répondre à la question de Samson, mais il a eu diantrement raison de la poser : elle fera réfléchir les camarades sur la valeur des explications théoriques. Voici quelques remarques qui ne peuvent malheureusement constituer une réponse complète.

D'abord, il y a toujours de l'imprudence, pour le moins, à établir une loi générale sur la preuve (relative) de quelques exemples en nombre fini. Ne voulant pas mêler sans précaution le domaine du rationnel et de l'affectif, je dirais plus volontiers que les dernières expériences du parti socialiste français au pouvoir peuvent nous inciter à nous méfier de cette formation politique. Je n'oserais pas, pour ma part, affirmer qu'en toutes circonstances, les socialistes parlementaires feront le jeu du fascisme.

Une objection de principe peut être faite à Samson : entre les partis socialistes de France d'une part, de Grande-Bretagne et des pays scandinaves de l'autre, n'y a-t-il pas des différences suffisantes pour que la similitude des noms et de l'idéologie officielle soit, en fait, le seul caractère commun de ces partis ? Mais alors la question est : pourquoi, en France, le parti socialiste a-t-il été fourrier du fascisme, alors qu'en Grande-Bretagne, il ne l'a pas été ?

Je ne vois, pour ma part, que deux raisons, dont aucune n'est suffisante, mais qui doivent avoir toutes les deux joué un rôle. Existence, en France, d'une tendance à la formation d'une église avec forte emprise du clergé (Eglise catholique d'une part, parti communiste de l'autre) ; en Grande-Bretagne, prédominance du goût pour le libre examen des pays protestants. Existence en Grande-Bretagne (pour les pays nordiques, je ne sais pas) d'une presse d'information de qualité à côté de l'autre, alors qu'en France, on sait qu'un hebdomadaire d'information politique sombre toujours, plus ou moins vite, soit dans le genre dit parisien, soit dans le genre « Gringoire », soit dans les deux genres à la fois.

Il serait puéril de croire que la publication, en France, d'un équivalent de The Economist *suffirait à nous protéger du fascisme. Son inexistence est une des preuves de la faiblesse de la démocratie dans ce pays.*

Ajoutez, à la presse périodique, l'importance, en Grande-Bretagne des ouvrages sérieux, leur grand nombre et la possibilité, pour tout le monde, de les lire dans des bibliothèques publiques ouvertes aux heures convenables pour les personnes qui travaillent. Ils pourront, par exemple, y consulter l'ouvrage récent : « All those in favour — The E.T.U. trial » où le socialiste C.H. Rolph rend compte, dans le détail, du procès intenté aux dirigeants communistes du syndicat de l'électricité et au cours duquel furent démasquées les fraudes par lesquelles les dirigeants s'étaient emparé des leviers de commande de cet important syndicat.

Il est évident que je n'ai pas répondu à la question de Samson : mais je souhaite que d'autres camarades y contribuent.

Problème posé :

De F. LEUNOIS (de Paris) :

« Le parti socialiste fourrier du fascisme ». Cette question semble préoccuper J.P. Samson à la suite d'un article de Louzon en février.

Je n'ai pas la possibilité de traiter ce problème dans sa généralité historique, mais je voudrais l'aborder dans le contexte algérien en rappelant certains faits et en posant pas mal de questions qui me semblent en découler.

***

A l'heure actuelle, il semble bien qu'en France on commence à estimer que l'Organisation de l'Armée Secrète dirigée par le général Salan est un ramassis d'assassins fascistes. Profitons de cette prise de conscience pour serrer le problème de plus près en posant quelques questions :

Qui a nommé Salan commandant en chef de l'armée du gouvernement français en Algérie ?

Peut-on dire, qu'à l'époque, il était un autre homme et qu'il a subi depuis une mutation ? Pour moi la réponse à cette deuxième question ne fait aucun doute et je n'arrive pas à comprendre pourquoi l'immense masse des Français se bouchait les yeux comme les Allemands avec Hitler, comme les parents d'élèves de Saint-Hippolyte avec son instituteur Sanchez. Aussi vais-je poser à chaque lecteur de la R.P.. un certain nombre de questions.

Avez-vous su que, du 9 janvier au 26 septembre 1957, M. Paul Teitgen, secrétaire général de la police à Alger, sous le proconsulat du très socialiste Lacoste, envoyé personnel du non moins socialiste Guy Mollet, chef du très occidental gouvernement français, a dénombré 3.024 disparus dans les mêmes conditions qu'Audin ?

Avez-vous su que de janvier 1957 à février 1961 il a été torturé 108.000 personnes au seul « centre de renseignements » de la ferme Ameziane ?

Avez-vous su que chaque régiment opérationnel avait son « centre de renseignements » avec magnéto et baignoire ?

Avez-vous su qu'il était interdit de vendre librement en Algérie des médicaments, et ceci à l'encontre des conventions de Genève ?

Avez-vous su que l'armée française fusillait les prisonniers de l'Armée de libération nationale, contre toutes les lois internationales et que les attentats F.L.N. ont été une réponse à ces crimes scandaleux et à l'explosion de la rue de Thèbes, perpétrée par les ultras d'alors, contre une réunion de nationalistes algériens ?

Et maintenant, ou vous ne l'avez pas su. Mais pourquoi ? Ou vous l'avez su. Mais alors quelles ont été vos réactions ? Qu'avez-vous fait pour arrêter ce fascisme au pouvoir ? Car, vous l'admettrez avec moi, dire qu'en Algérie le parti socialiste était le fourrier du fascisme n'a aucun sens. C'était le fascisme dans toute son horreur.

***

Mais maintenant, à partir de ces réalités bien établies, je ne voudrais pas vous indiquer des voies stériles et hargneuses. Je voudrais insister sur d'autres réalités qui me semblent fondamentales.

Vouloir tuer des assassins, c'est soi-même devenir un assassin, c'est entrer dans le cercle vicieux d'où personne n'est sorti jusqu'à présent.

Au Moyen Age, on étouffait les enragés et les fous en pensant les punir de fautes qu'ils avaient commises. Maintenant on admet qu'il faut les soigner dans leur intérêt et pour le plus grand bien de la société.

Il est urgent de prendre cette attitude réaliste dans le domaine de nos rapports sociaux. Ne pensez-vous pas que le jugement correct que l'on doit porter sur les Eichmann, les Salan, les Hitler, les Guy Mollet, les Staline, celui qui permet d'avoir en outre une position efficace pour la formation d'une société égalitaire et harmonieuse, est celui que portait sur Georges Rapin, dit Bill, quelqu'un qui l'avait connu un peu avant sa mort inutile :

« Je ne crois pas que ce condamné fut un monstre d'insensibilité que rien ne pouvait atteindre. En réalité il s'était habitué à considérer l'existence à travers le prisme de son imagination. C'était un garçon d'une affectivité extrême. On peut, en un sens, dire qu'il était retardé : sous les apparences d'un réalisme intransigeant, il se comportait comme un enfant. »

Mais cette générosité doit être ferme ; elle doit imposer une convalescence dans un asile, dans une zone démilitarisée, où on les guérira de leur manie de jouer avec le couteau, le révolver ou, encore pis, les armes de destruction massive. Il est urgent de se mobiliser en masse pour imposer ces mesures de salubrité publique.

DISCUSSION SUR LA LIBRE ENTREPRISE

(Suite)

Oui, l'entreprise, quelle que soit sa forme, ou la raison sociale, qu'elle soit petite ou grande, qu'elle soit aux mains d'un ou de plusieurs patrons, n'est capitaliste que lorsqu'elle exploite ses salariés ou ses associés ou qu'elle pratique la technique de prélever ses profits aux dépens de la richesse commune existante. N'allons pas croire non plus — c'est là une grosse erreur — qu'une entreprise n'est pas capitaliste parce qu'elle fonctionne sous la forme coopérative ou communautaire, ou bien parce qu'elle est gérée par des Conseils ouvriers élus par eux, ou bien encore parce qu'elle applique le principe « capital travail » avec intéressement aux bénéfices, etc. La réalité est là pour nous montrer que ces sortes d'entreprises qui devraient être de fécondes expériences procèdent du même esprit capitaliste : réaliser des profits qu'on empoche exactement comme ailleurs avec le même respect des hiérarchies établies par l'ordre bourgeois.

Croire comme certains camarades que c'est parce qu'elle est libre que l'entreprise est capitaliste et partir de là pour condamner la liberté d'entreprendre, de produire, de consommer, c'est-à-dire en fait, l'économie libre, est une grave erreur. C'est cette croyance qui est à l'origine de la faillite du socialisme, car on a cru et on croit encore que le socialisme consiste essentiellement dans une planification de la production et de la consommatin. On voit ce que ce socialisme a donné à l'Est. Et ça ne sert pas de leçon aux peuples dits libres. On gaspille des milliards pour mettre au point des calculs, des statistiques, des plans qu'on qualifie de magnifiques et que les événements se chargent de rendre rapidement caducs.

Toute planification économique sortie de cerveaux dits supérieurs ne vaut pas, par exemple, le système des prix du marché qui est le résultat des désirs immédiats, directement palpables de millions d'êtres humains qui constituent l'économie. Et le mécanisme des échanges libres assure l'accroissement de la production et la répartition des produits, aujourd'hui encore bien mieux que peut le faire un directeur le plus habile qui soit. C'est l'initiative et le risque qui en découle qui développe les qualités du producteur. C'est par la lutte des travailleurs contre leurs exploiteurs, avec le sentiment que le travail est la source de toute richesse, que les compagnons d'autrefois et les ouvriers d'aujourd'hui ont acquis un idéal, une philosophie, et la classe ouvrière une âme. Le libre développement de l'économie rend nécessaires et par là crée les organismes qui s'adaptent exactement aux rapports des hommes entre eux. La liberté dans ce domaine ne supprime pas les crises. mais elle les rend éducatives et en fait des facteurs de progrès. Ce qui n'est pas le cas dans tous les régimes dotés d'un Etat qui décide de tout et qui dicte à chacun ce qu'il doit penser, ce qu'il doit faire. L'histoire nous dit que ces régimes ont conduit tôt ou tard les peuples qui les ont subis sans réagir, à la décadence et à la mort.

En attendant la société de nos rêves, mon opinion est que le devoir de tout anarchiste, c'est-à-dire de tout homme libre, est d'aider tout mouvement qui va dans le sens de la libre production, de la libre consommation, de la libre circulation, des biens et des personnes, et bien entendu, tout mouvement qui garantit l'usage des libertés syndicales conquises par les travailleurs, c'est-à-dire les producteurs.

J. FONTAINE.

LES MOTIFS DU REFUS

La rédaction du « Monde Libertaire » a exposé les raisons de son refus d'insérer dans la lettre suivante :

Mon cher Fontaine,

Nous te demandons tout d'abord ne nous excuser pour avoir tardé à te répondre. Le camarade qui avait proposé de s'en charger n'a pu trouver le temps nécessaire.

Nous n'avons pas publié ton article parce que nous pensons que les points positifs, les paragraphes d'explication, dont certains paraissent discutables à quelques-uns d'entre nous, mais dans le cadre de la pensée libertaire (ce qui ne peut motiver un refus d'insertion), n'arrivent pas à contrebalancer les points négatifs que voici :

Tu écris de la citation d'Erhard : « Existe-t-il un libertaire ou un anarchiste qui ne signerait pas des deux mains ?... ».

— La première phrase de cette citation est : « Le citoyen a le droit de consommer ce qui lui plaît et d'organiser comme il l'entend sa vie dans le cadre de ses possibilités matérielles ».

La société libertaire telle que nos la concevons doit satisfaire au maximum les besoins de tous ses membres dans le cadre des possibilités de la collectivité. *« Consommer ce qui lui plaît », oui, dans la gamme des produits qu'il est possible de fabriquer à un moment donné.*

Si « organiser sa vie » signifie « disposer de ses loisirs », bien entendu nous sommes d'accord. Tout homme doit avoir le droit de disposer de loisirs comme il l'entend, dans la mesure où ses désirs sont réalisables. Seulement nous ne voyons pas ce sens dans la phrase d'Ehrard car « ses possibilités matérielles » signifie au moins l'acceptation de l'inégalité économique.

— La seconde phrase est : « Ce droit doit trouver son complément logique dans la liberté du producteur de vendre ou d'acheter selon ses possibilités dans la conjoncture économique. »

Là aussi accepter « selon ses possibilités » c'est accepter l'inégalité économique. Mais le plus grave c'est que pour nous « la liberté (...) de vendre et d'acheter (...) dans la conjoncture économique » c'est une source du mercantilisme.

Plus loin, tu reviens toi-même là-dessus et tu écris : « Toute planification économique sortie de cerveaux dits supérieurs ne vaut pas, par exemple, le système des prix du marché qui est le résultat des désirs immédiats, directements palpables, de millions d'êtres humains qui constituent l'économie. »

Tu as le droit de prétendre que se trompent ceux qui pensent qu'on peut résoudre les problèmes économiques d'une manière libertaire en préconisant certaines formes de planification. Certains d'entre nous sont de l'avis opposé, ce qui est matière à débat, non à « censure » (de toute manière tu critiques la planification étatiste, et tu peux te douter que ce n'est pas celle-là qu'ils veulent promouvoir). Par contre, ce que tu proposes, c'est-à-dire « le système des prix du marché, nous paraît un retour au mercantilisme pur et simple. Nous pensons que s'il était un jour démontré que c'est la seule solution, il serait par là même démontré qu'il n'existe pas de solution anarchiste.

Voilà donc pourquoi nous ne pouvons ni contresigner la citation de Ludwig Erhard, ni proposer à nos camarades et à nos lecteurs de la contresigner.

De plus, nous reprochons à ton article certaines formulations un peu trop hâtives :

— Par exemple . « Cependant, que ce soit consciemment ou non, Ludwig Erhard a réussi à redresser l'économie de son pays dans la mesure où il a fait appel aux méthodes de liberté et dans la mesure où il a pu rester fidèle à son opinion de l'économie : bas prix, salaires suffisants, profits modérés, productivité consacrée aux investissements. Il a montré qu'un seul dirigisme est possible c'est celui de la liberté et que, pour commander à la loi économique, il faut d'abord lui obéir. »

Tu as certainement voulu dire que Ludwig Ehrard était un capitaliste efficace, mais cette pseudo-apologie, venant juste après l'approbation que nous jugeons malheureuse, et trop loin de la critique que tu fais par la suite, peut passer pour un acquiescement. En outre, nous estimons que tu n'indiques pas assez la démarcation entre « libéralisme » et « libertaire ». Certes ces deux termes viennent du

mot « liberté », mais aussi de deux conceptions différentes de l'idée que symbolise ce mot.

— Ailleurs : « Oui l'entreprise (...), qu'elle soit aux mains d'un ou plusieurs patrons n'est pas capitaliste parce qu'elle est libre. » Oui l'entreprise n'est pas capitaliste parce qu'elle est libre, mais s'il y a un « patron », il y a exploitation des travailleurs par ce patron puisque le mot « patron » sous-entend qu'on admet le principe de hiérarchie.

Nous savons que tu es contre la hiérarchie, contre le mercantilisme, contre le capitalisme, et qu'il s'agit là d'une mauvaise formulation d'intentions.

Quant aux problèmes de planification ou de non planification, nous envisagerions avec plaisir une controverse par écrit à ce sujet.

A te lire,

Bien fraternellement.

LA REPONSE DE FONTAINE

Chers camarades,

J'ai bien reçu votre lettre du 23 janvier, lettre à laquelle je ne m'attendais pas, étant donné son contenu.

Parlons franchement, même brutalement, comme cela doit se faire entre camarades libertaires. Je ne mets pas en cause votre droit, comme responsables de la vie et de la marche d'une publication, d'insérer ou de ne pas insérer telle ou telle communication. Ce sont les raisons données que je n'approuve pas et qui ne sont pas valables. Dans ces raisons, vous mettez en cause nos camarades et nos lecteurs. Les avez-vous consultés ? De mon côté, ceux qui m'ont écrit ou communiqué verbalement leur avis trouvaient mes idées très intéressantes et m'approuvaient parfois avec enthousiasme. Vous-mêmes m'avez écrit que beaucoup de camarades pensaient ainsi. Alors, je suis en droit de conclure que vous prenez **ex-cathedra,** la liberté de trouver maintenant mes articles non conformes ou contraires à la doctrine que vous seuls êtes chargés de formuler et d'interpréter. Je vous laisse le soin de juger votre comportement.

En réponse à quelques-uns de vos arguments :

a) Sur l'interprétation que vous donnez aux citations que j'ai retenues du Dr. Erhard : je vous fais remarquer que j'ai écrit ceci : « Que ce soit consciemment ou non Ludwig Erhard a réussi à redresser l'économie de son pays dans la mesure où il a fait appel aux méthodes de liberté, etc... » Et j'ai appuyé mon affirmation sur quelques déclarations du docteur qui le prouvent. Qu'y a-t-il là dans mon hypothèse qui soit contraire à la doctrine libertaire ? Il y a plutôt un hommage à nos méthodes et à notre idéal. Seul, un planificateur, un totalitaire ou un dictateur à l'économie peut me condamner, ou être d'un avis différent. Et c'est votre cas, camarades.

b) Je trouve que vous en prenez à votre aise pour interpréter le sens de mes affirmations et des documents dont je me suis servi pour appuyer mon raisonnement. Par exemple, je ne vois pas comment le fait de pouvoir organiser librement sa vie dans le cadre de ses possibilités matérielles suppose l'acceptation de l'inégalité économique. Il y a là une absurdité. Autre exemple : vendre et acheter librement est une source de mercantitisme, dites-vous. Je ne vois pas comment dans notre monde actuel le fait pour vendeurs et acheteurs d'échanger librement c'est-à-dire à force égale des produits de valeur égale, est contraire à la doctrine anarchiste. Le mercantilisme doctrine bien ancienne certes, n'est ni plus ni moins condamnable que le marginalisme ou le libéralisme ou plus près de nous le keynésisme, etc... Montesquieu a dit de l'échange : « Il profite aux deux parties et son effet naturel porte à la paix ». Il répondait aux mercantilistes qui soutenaient la thèse de la stérilité des échanges le gain de l'un étant la perte de l'autre. Vous voyez, camarades, que votre critique n'a aucun sens quant à l'insertion ou à la non-insertion de mon étude.

c) Passons maintenant à la planification et en particulier au système des prix du marché. J'ai enoncé une vérité économique d'une façon toute objective, une vérité que personne ne peut nier : à savoir que dans notre économie actuelle le marché libre est le moyen le plus sûr de connaître les besoins des consommateurs car c'est là que se manifestent leurs désirs immédiats, visibles, palpables, intimes, évaluables. Et personne n'est mieux placé ou qualifié que nous-mêmes pour savoir si nos vêtements sont bien coupés, si telle coiffure nous convient, si tel morceau de viande est trop gras ou trop sec, etc... etc... Le public sait mieux que n'importe quel planificateur si savant qu'il soit, s'il est bien ou mal servi.

A ce sujet, l'exemple de ce qui se passe en Russie, où la **planification est totale,** est éloquent et plein d'enseignements. En voici quelques échantillons entre beaucoup d'autres. (Revue « Est-Ouest ».)

« Les magasins d'articles de ménage de Stalingrad regorgent de fournitures en fonte pour poêles, portes, targettes, plaques. La demande pour ces marchandises est presque nulle. En revanche le client réclame instamment des fers à repasser ordinaires pouvant être chauffés sur le gaz. Mais des fers à repasser on n'en trouverait pas pour tout l'or du monde. On a l'impression que les entreprises font de l'émulation pour produire des articles peu demandés.

« Dans les magasins d'articles de ménage et les grands magasins on demande interminablement des services à thé et de table en faïence et de la verrerie ordinaire... Mais on leur propose des services qui coûtent de 80 à 100 roubles. (Izvestia du 7 avril 1961.)

« Le magasin est plein de clients. Mais comme l'ont montré nos calculs, à peu près un sur vingt-cinq s'en va avec un achat.

« — Pourquoi n'avez-vous rien acheté ? avons-nous demandé à quelques-uns.

« — Il n'y a rien d'intéressant, ont-ils répondu. Ce n'est pas ce que nous voulons, ont dit d'autres. (Id., 5 mai 1961.)

« Pendant le quatrième trimestre de l'année dernière, raconte le directeur du Goum V. G. Kamenev, nous n'avons pas eu un seul manteau d'hiver. Oui, oui, pas un seul ! Mais maintenant au printemps, il y en a deux fois plus qu'il n'en faut. En revanche, les manteaux d'été et de demi-saison manquent. Beaucoup sont au surplus démodés et de coloris extraordinairement ennuyeux ; il n'y a pas assez de tailles courantes non plus. (Id., 6 avril 1961.) »

Voilà ce que ça donne, la planification, qui ne peut être qu'étatiste ! Le système comporte nécessairement une volonté centrale unique avec un pouvoir central qui ne peut être que celui de l'Etat, d'un Etat. Que cette volonté se manifeste, dans une démocratie dite libre ou totalitaire cela n'a pas la moindre importance au point de vue économique. Toute planification même incomplète ou pondérée suppose la mainmise sur la marche de l'économie et ne souffre aucune concurrence, par exemple celle des plans individuels ou collectifs. Elle est intégrale ou elle n'est pas. C'est le dirigisme capitaliste d'Etat par excellence à l'état pur. Et ce n'est pas en le baptisant anarcho-communiste comme vous le faites, qu'on en changera le caractère (article d'Eliane Vernen).

Toute l'histoire montre que les hommes se trompent, qui attendent d'un dieu, d'un sauveur, d'une équipe d'esprits supérieurs, ou en l'espèce d'un Etat planificateur, un solution à leurs inquiétudes, à leurs angoisses ou à leurs misères. Qu'on cite donc une politique, une théorie, un système préparés, pensés, proposés par des esprits dits exceptionnels qui soient à l'origine des grands changements, ceux de l'économie en particulier se sont accomplis en dehors et à l'insu de nos disciplines. Les thèses de nos économistes sont la plupart du temps formulées a posteriori. Nous, anarchistes, nous disons avec Kropotkine, avec Bakounine qu'il faut être dans l'événement, le vivre pour le diriger et au besoin le maîtriser. C'est en bas et non en haut que se forgent dans l'action les disciplines et les théories et ce n'est pas ceux intellectuels bâtisseurs de plans ou manieurs de mots et de formules à exprimer le nouveau qu'ils n'ont ni vécu ni senti eux-mêmes. Là, l'instinct ou si l'on préfère l'intuition bat l'intelligence. C'est dans ce sens que

l'économie dirigée par les communistes du moment et les planificateurs est une œuvre réactionnaire qui ne peut que produire crises, troubles, guerres et autres catastrophes sociales. Toute l'histoire est là qui le confirme ; aveugle, qui ne le voit pas.

Alors que faire, me dira-t-on ? Que proposez-vous ? C'est là qu'est le problème, en effet. Eh bien, c'est Bakounine qui répondra pour moi. Voici un extrait de ce qu'il nous a dit dans le tome IV de ses œuvres, Fragments, Décembre 1872 :

« ...aucune théorie officielle ou politique ne doit entrer comme fondement officiel et comme condition obligatoire dans le programme de l'Internationale parce que comme nous venons de le voir toute l'affaire imposée deviendrait pour toutes les fédérations dont l'Internationale se compose, aujourd'hui, soit une cause d'esclavage soit la cause d'une division et d'une dissolution non moins désastreuse. Mais il ne s'ensuit pas de là que toutes les questions politiques et philosophiques ne puissent et ne doivent être librement discutées dans l'Internationale, au contraire. C'est l'existence d'une théorie officielle qui tuerait en la rendant absolument inutile, la discussion vivante, c'est-à-dire le développement de la pensée propre dans le monde ouvrier. Du moment qu'il y aurait une vérité officielle, scientifiquement découverte par le travail isolé d'une grande tête exceptionnellement et, pourquoi pas providentiellement aussi garnie de cervelle, une vérité annoncée et imposée à tout le monde du haut du Sinaï marxien, à quoi bon discuter ? Il ne resterait plus qu'à apprendre par cœur tous les articles du nouveau décalogue.

« Au contraire, si personne n'a et ne peut avoir la prétention de donner la vérité, **on la cherche.** Qui la cherche ? Tout le monde et le prolétariat qui en a soif et besoin plus que tout autre. »

Voilà la règle d'or qui devrait être celle du « monde libertaire », la recherche de la vérité en commun par la libre discussion. Il ne faut pas introduire chez nous cette odieuse pratique de la censure ; il faut laisser ce système à nos adversaires éternels qu'il est bien inutile de désigner.

Un dernier mot pour terminer : j'ai peut-être été tro~ brutal, je m'en excuse, mais je crois que nous nous retrouverons. La confiante collaboration que vous m'avez accordée sans accroc pendant plus de trois ans ne peut se rompre comme ça brutalement. Quoi que vous décidiez je reste à votre disposition pour continuer ma collaboration au journal ; mais cela va de soi, à part entière, en toute liberté comme par le passé.

Bien cordialement à tous et bonne année pour le « Monde libertaire ».

La république des conseils ouvriers

Dès les premiers réflexes antifascistes de masse, nous sentons bien que ce qui nous manque le plus c'est une politique syndicale générale avec des perspectives claires. Louzon exprime très bien celle qui pourrait être actuellement valable à l'Est comme à l'Ouest en la résumant toute en une formule lapidaire « *Une république des conseils ouvriers* ». La question des « conseils ouvriers » a été bizarrement posée à la R.P. S'agit-il d'un choix à faire entre deux formes d'organisations : « *les conseils ouvriers, organes révolutionnaires de circonstance* » et « *les syndicats, organes permanents d'action ou de défense ouvrière* ».

Je ne pense pas que le problème soit ainsi bien posé. Pour le résoudre correctement, je crois qu'il faut en revenir à ce qu'on appelle dans la juridiction bourgeoise « *la séparation des pouvoirs* ». Dans le mouvement ouvrier, c'est la séparation des attributions qui lui correspond et assure la liberté par la décentralisation anti-étatique.

Les conseils ouvriers sont des organismes de contrôle ouvrier, de co-gestion, ou de gestion, le cas échéant. Sous l'une ou l'autre de ces formes, ils sont implantables dès à présent dans toute l'économie moderne. Ils devraient constituer l'objectif premier d'une politique syndicale conséquente. Quels que soient les rapports envisageables entre conseils ouvriers et syndicats, les deux institutions n'ont cependant pas à se confondre. Pas plus qu'on ne doit confondre, unions départementales et fédérations d'industries, pas plus qu'on ne doit confondre un réseau de Bourses du Travail rénové avec les unions départementales syndicales et les fédérations.

Même si dans de véritables municipalités ouvrières syndicales comme des Bourses du Travail retrouvant leur mission, on peut concevoir la rencontre des conseils ouvriers, des unions syndicales, des délégués d'atelier, des fédérations d'industrie recourant à des services différents, on ne droit jamais oublier que les conseils ouvriers doivent tendre à assurer la gestion économique à tous les échelons d'entreprise et à tous les échelons géographiques et qu'en ce sens ils peuvent, même s'ils sont nés de lui, se trouver parfois en opposition avec le mouvement syndical.

Il ne faut aps oublier non plus que les syndicats devront rester des organismes de revendication et de défense ouvrière, même en opposition, le cas échéant, avec les conseils ouvriers.

Tant dans les conseils ouvriers que dans les organisations syndicales, les tendances politiques dans les premiers, les tendances syndicales dans les seconds, les tendances libertaires dans les premiers comme dans les seconds, ont un assez large éventail de moyens d'expression à leur disposition pour que plusieurs partis socialistes ou communistes, plusieurs tendances syndicalistes ou libertaires puissent collaborer ou mener parallèlement la seule lutte antifasciste et « dé-stalinisatrice » véritable dans le respect de l'indépendance du syndicalisme : celle qui inscrit dans ses perspectives : « *Une république des conseils ouvriers* ».

Jean DUPERRAY.

Sur l'affaire Grandmougin

Plusieurs lecteurs de la « R.P .» connaissent certainement Jean Grandmougin, éditorialiste de Radio Luxembourg, pour ses commentaires quotidiens de l'actualité. Il leur est arrivé sans doute d'apprécier l'originalité et le talent des propos de Jean Grandmougin. Disons le mot : pour savoir la vérité, on écoutait Jean Grandmougin. Or, voilà qu'on apprend tout à coup, que le nom de Grandmougin figurait sur un carnet saisi sur un membre de l'O.A.S. ! Après avoir été interrogé par la police, Jean Grandmougin « démissionnait » de Radio Luxembourg. Cela était d'autant plus surprenant que rien dans les billets quotidiens de Jean Grandmougin, n'avait révélé des sympathies pour l'O.A.S. Ils ne montraient qu'une indépendance réelle par rapport au gouvernement français ; voici ce qu'écrit sur cette affaire « **Le Canard Enchaîné** » du 4 avril 1962 :

« ...C'est ici qu'on touche à un des points les plus troubles de la campagne menée contre l'éditorialiste de Radio Luxembourg. C'est le quotidien « Libération » qui, le premier, après les incidents du 8 février dernier, insinua que Jean Grandmougin était pro-O.A.S. Peu après, un tract anonyme, dont on ne sut jamais s'il était édité par le parti communiste ou par les soins du gouvernement, publiait un passage tronqué de la lettre de Grandmougin à Salan, sans indication de date.

« Comment expliquer que M. Debré et le parti communiste aient voulu en même temps avoir la peau de l'éditorialiste de Radio Luxembourg ?

« Mystère...

« Que seul peut-être pourrait éclaircir M. Robert Tabouis, directeur de Radio Luxembourg... et de la Compagnie électronique C.S.F. dont l'un des principaux clients, après l'Etat français, est l'U.R.S.S.

« En tout cas, le résultat est là : on a eu un journaliste qui s'était refusé à mettre à la disposition du pouvoir — ou plus simplemnt des besoins électoraux de l'U.N.R. — l'immense audience que lui valait son talent. »

Le Marché Commun et les travailleurs grecs

Le débat du parlement grec sur la ratification du traité d'association de ce pays au Marché Commun européen a démontré une fois de plus l'absence du mouvement ouvrier de la scène nationale ; ainsi, tous les problèmes vitaux de cette association qui intéresse la classe ouvrière sont débattus sans qu'elle puisse dire son mot, alors que c'est elle qui en subira toutes les éventuelles conséquences.

La reconstruction du pays, après la guerre (1948-1952), fut réalisée avec l'aide du Plan Marshall et grâce au travail des ouvriers et des paysans ; l'augmentation du revenu national fut le prétexte du blocage des salaires et des traitements. Par la suite, la stabilisation de la monnaie et l'arrêt de l'inflation (1953) furent également obtenus aux dépens des travailleurs, par le maintien du blocage des salaires et la suppression des différentes conquêtes sociales, suivant le slogan habituel de la formation du revenu national. Il faut également rappeler l'utilisation de l'argent des différentes caisses d'assurances par le capital bancaire et l'appropriation, par le patronat, du salaire social (contribution des ouvriers aux caisses d'assurance) sous forme de crédits bloqués à son profit. Dans les deux cas le profiteur fut le capital sans compter le parasitisme cancériforme qui caractérise l'économie grecque.

Au nombre des moyens utilisés par les classes dominantes pour appliquer cette politique d'exploitation des travailleurs, figurait la C.G.T.G. dont le rôle était et est toujours de minimiser l'aspect revendicatif du mouvement syndical. La soumission du mouvement syndical à l'Etat et au patronat est caractérisée par la contribution obligatoire (avec sa conséquence, la corruption financière des cadres syndicaux), le blocage des salaires et la comédie des pseudo-contrats collectifs.

Aujourd'hui, et pour la troisième fois depuis l'après-guerre, le patronat et son parti au pouvoir, l'ERE, s'efforcent d'utiliser l'association avec le Marché Commun, en avançant comme prétexte la « capacité compétitive des produits grecs », argument qui laisse bien prévoir que le fardeau de cette association sera supporté par les travailleurs.

Comme prélude à cette nouvelle offensive patronale, nous avons eu les déclarations du Premier ministre au Parlement, en décembre. « Le problème des salaires et de l'augmentation de l'emploi de la main-d'œuvre dépend surtout de l'amélioration de la productivité, et par conséquent de la pression sur les prix. »

Il n'y a pas que le blocage des salaires. L'offensive s'étend au domaine des conquêtes sociales ; déjà, le Parlement a déposé un projet de loi qui ramène la contribution des industries d'exportation aux assurances sociales à 5,5 % au lieu de 17 %, taux en vigueur jusqu'à présent. Les producteurs de tabac demandent à leur tour de profiter de la même réduction pour leurs salariés. Fidèle servante de cette politique, la C.G.T.G. se désintéresse de ces problèmes et ne s'occupe que de ses intérêts de caste. Dans cette affaire, le seul allié désintéressé des travailleurs de notre pays est le mouvement syndical européen. Mais pour pouvoir venir en aide, il faudrait qu'il puisse compter ici sur des organisations syndicales authentiques et non sur des fantômes.

Or, le mouvement grec représenté par la direction de la C.G.T.G. est paralysé aussi bien par son incapacité morale que par sa faiblesse objective.

Le patronat grec parle, par la bouche de ses ministres, de « mesures dures et antipopulaires », tandis que le Premier ministre répartit les responsabilités d'un échec éventuel de la façon suivante : « 80 % au peuple grec, 20 % au gouvernement ». Ce dernier, s'adressant au patronat, constate « qu'il n'y a pas de réponse satisfaisante aux exigences économiques et nationales » et, dans ses moments de franchise, il reconnaît « qu'il n'est pas permis que l'avenir d'un pays et de son peuple dépende de patrons qui n'ont pas conscience de leurs responsabilités et ne font pas preuve de l'activité créatrice nécessaire ». Par ailleurs, l'indifférence de la masse laborieuse qui forme la grande majorité de notre peuple l'inquiète. Pourtant, cette situation est le résultat de la politique menée par la classe dirigeante et le parti qui gouverne le pays depuis l'après-guerre, qui sont incapables de se conduire en véritable classe dirigeante et ne font que ménager les intérêts personnels des ploutocrates et des intermédiaires. Il s'agit d'une classe parasitaire qui ne mérite même pas l'épithète de capitaliste. Le rôle d'une véritable classe capitaliste, en cette période, serait de développer les forces productives par l'accumulation du capital et d'utiliser celui-ci pour l'emploi d'une main-d'œuvre abondante.

Au lieu de cela, son incapacité conduit le potentiel ouvrier à émigrer vers d'autres pays européens, ce qui diminue non seulement les chances d'industrialisation du pays, mais écarte les possibilités d'installation d'industries étrangères.

L'absence de véritables classes sociales, l'absence de luttes entre classes antagonistes avec toutes leurs conséquences heureuses pour l'économie et la politique, explique cette stagnation. La C.G.T. a abjuré la « lutte des classes » et cela a conduit à l'affaiblissement de la société et à l'indifférence générale.

Manolis KORAKAS.

Variations sur l'Algérie

En mai 1945, lorsque éclata la révolte dans le Constantinois, révolte qui fut noyée dans le sang par le gouvernement de l'époque dans lequel siégeaient des ministres communistes, on pouvait lire dans le journal « Liberté », hebdomadaire du P.C. d'Algérie (du 12 mai 1945) :

« **La population affamée a été poussée à la violence par des provocateurs bien connus de l'administration.** »

Et aussi ce communiqué du Comité Central du P.C.F. :

« **Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute.** »

A la même date, dans le même journal, encore ceci :

« **Une délégation commune du P.C.F. et du P.C.A. a été reçue le 10 mai par le chef de cabinet du gourverneur général. Elle s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du P.P.A. et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques.** »

Marcelle Chanier

Une vieille abonnée et amie de la « R.P. », une de la génération des Lucie Colliard, Marthe Bigot, Marguerite Thévenet, institutrice de haute conscience, Marcelle Chanier s'en est allée à son tour, dans des conditions exactement semblables à celles de la mort de Marthe Bigot.

Veuve d'un des pionniers du Syndicat des instituteurs de 1914, elle accomplit, avec une discrétion remarquable, une besogne efficace et émouvante, aux côtés de Marthe Pichorel, à la Maison des retraités de Vichy. Générosité, probité, fidélité dans ses amitiés, tout cela caractérisait cette éducatrice et cette militante que ses amis pleurent aujourd'hui.

LA CRISE ARGENTINE

L'Argentine semblait être, il y a quelques jours encore, c'est-à-dire jusqu'au 18 mars, un des pays politiquement les plus stables d'Amérique latine. S'il y eut, depuis mai 1958, au moment où Frondizi prit en charge le pouvoir constitutionnel, de nombreuses crises, des difficultés avec les militaires et même quelques moments de « suspense », Frondizi parvint toujours à se maintenir, et même, par d'habiles manœuvres qui lui permirent non seulement de diviser ses adversaires politiques mais aussi de détruire l'unité des groupes militaires qui lui étaient adverses et s'efforçaient de le renverser, de consolider apparemment son pouvoir. Cela lui valut cette réputation de grand chef d'Etat dont il jouit, dit-on, au dehors de nos frontières et particulièrement aux Etats-Unis où certains journaux parlent de lui comme d'un magicien pouvant résoudre tous les problèmes, et où l'on fait toute confiance à son régime en matière de politique financière.

Mais les élections du 18 mars ont vu l'effondrement de la stabilité, de la légalité démocratique, du gouvernement de Frondizi et de sa réputation de grand homme d'Etat, et ont ouvert une lamentable perspective qui n'offre apparemment le choix qu'entre divers types de dictature.

Ce qui arriva ce jour-là, ce fut tout simplement un impressionnant renversement, que beaucoup considérèrent irrationnel, en faveur des candidatures péronistes, présentées quelques semaines seulement avant les élections et ostensiblement élaborées à Madrid, où Peron s'est exilé, d'où viennent les instructions qui, en dernière instance, décideront de l'avenir de l'Argentine et où, sans vergogne, vont en pèlerinage certains aventuriers désireux de parvenir, à la faveur du ressentiment, de la confusion, de l'inépuisable ingénuité de notre peuple.

Il convient de préciser que les dites élections avaient pour objet de remplacer la moitié des membres de la Chambre Nationale des Députés, de certaines législatures de province, ainsi que les gouverneurs de quinze des vingt provinces argentines. La campagne électorale avait été marquée dans tout le pays par une profonde apathie. L'impression était que la lutte électorale se déroulerait principalement entre le parti au pouvoir, l'Union civique radicale intransigeante (U.C.R.I.), l'Union civique radicale du Peuple (U.C.R.P.), et, venant en troisième position parmi les partis traditionnels, celui des conservateurs qui, sous diverses appellations, a une relative influence dans certaines provinces de l'intérieur. Les socialistes, divisés en trois ou quatre groupes, ne pouvaient avoir quelque chance que dans la capitale fédérale ; un de ces groupes, le Parti socialiste démocratique, fit preuve d'une intense activité dans la capitale et la province de Buenos Aires où ses activistes pensaient obtenir une bonne place sur le tableau des résultats. Quant aux communistes, ils sont illégaux comme on le sait, ce qui leur permet de manœuvrer plus facilement et de spéculer sur l'appui qu'ils peuvent apporter — sans doute assez réduit numériquement — à tel ou tel autre parti qui leur convient le mieux pour la circonstance.

En dehors de cet ensemble, il y avait les péronistes, dont l'importance n'était encore qu'une inconue. Aux élections de 1960, ils menèrent une campagne désespérée pour faire voter blanc, ce qui devait être le prélude à un mouvement insurrectionnel comportant une série d'attentats qui furent exécutés, on le sut par la suite, par des nationalistes convaincus (fascistes) ou des mercenaires. Ce fut un échec total, les votes blancs n'ayant pas dépassé 25 % des suffrages, et l'insurrection, privée d'appui militaire, ne se produisit pas.

Le seul résultat pratique de cette campagne fut qu'elle offrit le prétexte pour maintenir le pays en état de siège, et garder en vigueur le « Plan Conintes ». Créé sous le régime Péron, ce plan permet de déférer devant une juridiction militaire tout ce qui concerne l'ordre public, y compris les conflits ouvriers et autres activités semblables. En 1958, les votes péronistes permirent le triomphe de Frondizi, à la suite du trop fameux pacte — que celui-ci ne respecta d'ailleurs qu'en partie — et que l'on peut considérer comme la cause génératrice de toutes les crises politiques récentes, et de la crise actuelle. Considérant que le *parti péroniste* est légalement proscrit — tout comme le nazisme en Allemagne ou le fascisme en Italie — il y avait une masse électorale disponible que tous les partis tentaient d'attirer à eux. Dans la récente campagne électorale, par exemple, aucun de ces partis ne se permit d'émettre la moindre critique contre le régime dictatorial qui avait ruiné économiquement et dégradé politiquement le pays. Quant au gouvernement de Frondizi, bien qu'il n'ait pas intégralement respecté le pacte conclu avec les Péronistes en 1958, et après avoir dû faire face à l'action nettement hostile de ces derniers, il mena une politique subtile, dite d'*intégrationnisme*, pour capter les voix péronistes et s'assurer de l'appui des dirigeants, particulièrement de ceux qui avaient une certaine influence sur le mouvement ouvrier. C'est ainsi que, depuis le ministère du Travail, on fit pression pour que des syndicats, contrôlés par des éléments démocratiques, soient livrés aux mains de péronistes en accointances avec Frondizi. Tout cela accentua encore l'opportunisme, la corruption et la démagogie qui caractérisent l'ambiance du pays, laquelle ne pouvait favoriser que les pires aventuriers.

Quelques mois auparavant, le péronisme, semi-proscrit, semblait divisé en diverses fractions, chacune d'entre elles prétendant représenter l'autorité légitime unique au sein de ce conglomérat totalitaire : celle de Juan Peron, résidant à Madrid. Cela permettait d'espérer que le gros de ces fractions voterait en faveur de certains partis autorisés ou voterait blanc. De là l'« intelligente » stratégie des autres dirigeants politiques désireux de capitaliser à leur profit ces votes que l'on disait indécis. Jamais l'opportunisme, la myopie, l'électoralisme des dirigeants politiques, tant ceux du gouvernement que ceux de l'opposition, ne se révélèrent aussi crûment. Le résultat de tout cela est l'affreux désordre qui règne maintenant dans tous les milieux, et qui transforme en triste pitrerie ce que certains appellent une démocratie représentative, ce qui revient à justifier l'affirmation du journaliste américain, lequel qualifia l'Argentine de « pays politiquement sous-développé ».

Voici comment les choses se passèrent : quelques semaines avant le 18 mars se formait le « Front Justicialiste », formé de groupements appelés « Union Populaire », « Parti Travailliste », « Parti Blanc », « Trois Drapeaux », etc., suivant la zone du pays où ils se manifestaient. Il ne s'agissait pas d'une coalition de partis, mais simplement d'un conglomérat de diverses fractions péronistes. Malgré cela, le doute subsistait : on ne savait pas si les composants de ce Front s'abstiendraient de voter le 18, s'ils voteraient pour leurs propres candidats, ou si leurs voix iraient appuyer quelque autre parti. De nombreux pèlerins, allaient et revenaient de Madrid, apportant des « ordres ». On disait que parmi les dirigeants péronistes, les « politiques » étaient favorables à l'abstention, tandis que les « syndicalistes », les dirigeants des « 62 Organisations » proposaient de voter pour leurs propres candidats. La décision dépendait évidemment de Peron, lequel, quinze jours à peine avant les élections, se prononça en faveur de la thèse soutenue par les « syndicalistes ». Un de ceux-ci, Andrès Framini, dirigeant des travailleurs du textile, fut présenté comme « candidat gouverneur »

du premier Etat d'Argentine, la province de Buenos Aires. La décision de Peron fut naturelleent ratifiée par les chefs justicialistes, et par la suite, par environ 1.200.000 électeurs de cette province.

La veille du scrutin, le Front Justicialiste apparut comme une masse compacte qui peut compter immédiatement sur le soutien chaleureux et inconditionnel du parti communiste, de la fraction des « Socialistes Argentins d'avant-garde » — castristes à cent pour cent — de divers groupes trotskystes, de l'organisation nationaliste « Tacuara » — nazie à cent pour cent — du Parti Conservateur populaire, fraction rénovée du vieux conservatisme oligarchique argentin, et de divers autres groupes nationalistes. Soulignons que semblables adhésions ne furent pas le résultat d'un pacte, du moins apparent, ou d'un compromis conclu entre les péronistes et leurs associés occasionnels. Sauf pour le cas des « Conservateurs populaires », dont le chef, le vieux politicien Solano Lima, s'entretint plusieurs fois avec Peron, les autres adhésions furent, de toute évidence, « spontanées ». Le fait que marxistes et fascistes aient apporté le même appui à des candidatures d'inspiration totalitaire n'est une contradiction qu'en apparence : les uns et les autres poursuivent en effet le même but : remettre la totalité du pouvoir à l'Etat. Dans le cas argentin, les uns et les autres cherchent à créer la confusion et le chaos qui leur permettraient de s'emparer du pouvoir. Un conflit violent entre els deux groupes ne surgirait qu'au moment où il faudrait se disputer le monopole du pouvoir. Cela, qui pour nous a toujours été clair et évident, n'a pas été compris et ne l'est pas encore par le plus grand nombre des dirigeants des partis démocratiques.

Pendant que ces derniers s'abstenaient, pendant toute la durée de la campagne électorale, de faire la moindre critique du péronisme, les « justicialistes » se montraient sous leur jour véritable. Bien sûr, ils ne présentèrent aucun programme, aucun objectif économique ou social d'aucune espèce ; ils se bornèrent à glorifier Peron, à souhaiter son retour au pouvoir, à exalter les instincts primaires de ses fidèles qui, lors des réunions publiques, écoutaient dans l'indifférence les exposés plus ou moins doctrinaires de certains orateurs, et ne réagissaient frénétiquement que pour acclamer Peron et Evita, sa défunte épouse. L'importance de ces rassemblements et la mystique malsaine qui y régnait laissaient clairement deviner ce qui se produirait le jour du scrutin. D'autre part, le justicialisme s'identifiait en tous points au péronisme, interdit par la loi, et le gouvernement aurait fort bien pu, s'il l'avait voulu, jouer sur cette ressemblance pour le déclarer illégal lors de la consultation. S'il ne le fit pas, ce ne fut pas par scrupule démocratique. Proscrire le justicialisme aurait été assurer le triomphe de l'U.C.R.P., son rival le plus dangereux. Frondizi et ses stratèges politiques préférèrent jouer l'autre carte qui consistait à polariser les votes sur l'U.C.R.I. et le péronisme, en comptant qu'une grande part des électeurs démocratiques se déclareraient en faveur du gouvernement et contre le parti totalitaire.

Ainsi qu'on l'a vu, le calcul était faux. Faux aussi celui des Radicaux du Peuple qui pensaient rafler la majorité des électeurs opposés à Frondizi. L'opposition populaire, résultat du mécontentement provoqué par la politique économique du gouvernement, se porta de préférence sur les candidats justicialistes, et c'est ainsi que ceux-ci obtinrent une majorité considérable — bien que relative — dans presque tout le pays. Le résultat le plus important et le plus décisif fut celui obtenu dans la province de Buenos Aires qui, avec la capitale fédérale, représente cinquante pour cent de la population du pays. Là, les justicialistes, avec la candidature d'Andrés Framini, obtinrent 1.200.000 voix, contre 761.000 à l'U.C.R.I., 636.000 à l'U.C.R.P., 154.000 aux Socialistes démocratiques. Dans la capitale fédérale, l'U.C.R.I. obtint 459.000 voix, contre 423.000 aux justicialistes, 352.000 à l'U.C.R.P. et un peu plus de 120.000 aux socialistes des deux tendances (en excluant celle qui soutenait les péronistes). Dans l'intérieur du pays, les péronistes ont obtenu la majorité dans diverses provinces, pendant que le parti du gouvernement triomphait dans certaines autres. L'opposition n'enleva que deux seules provinces : Cordoba, où la majorité fut recueillie par les Radicaux du Peuple, et Mendoza où la victoire fut remportée par les conservateurs.

Lorsqu'il fut connu, le 18 à minuit, le résultat de ces élections fit l'effet d'un tremblement de terre. Il confirmait l'échec latent de la politique et des calculs du gouvernement ainsi que les prévisions des partis traditionnels. Le péronisme resurgissait et, apparemment, entraînait tout. Il ne s'agissait pas seulement de la conquête de quelques gouvernements provinciaux et de la nomination de cinquante de ses représentants environ à la Chambre Nationale des députés. Il s'agissait aussi de la perspective d'une prise du pouvoir totale aux élections de 1964. Ce résultat démontre qu'il n'y a pas eu une « dépéronisation » du pays et que la « Révolution libératrice » et le retour à la Constitution en 1958, avec son état de Droit et ses plans spectaculaires de stabilité et de développement, n'ont pas été autre chose que tromperies.

Une fois la situation convertie en nombres de suffrages, nous nous rendons compte que nous sommes loin malgré tout d'une majorité péroniste écrasante ; si ceux-ci ont obtenu un total de 2.500.000 voix, les partis non-péronistes ou antipéronistes en rassemblent 4.880.000, divisées entre une multitude de groupements. Un système de représentation proportionnelle aurait évité la prédominance de ce secteur totalitaire dans les assemblées législatives et exécutives. Cependant, aucun des deux grands partis qui composent pratiquement le Parlement national, l'U.C.R.I. et l'U.C.R.P., ne voulurent de ce système, pour la simple raison que chacun d'eux pensait obtenir la majorité avec le système en vigueur qui seul permet l'élection d'une majorité et d'une minorité. Mais la mesquine ambition du pouvoir et une espèce de jeu spéculatif prévalurent sur toute autre considération. Avec, comme résultat, le chaos où nous sommes aujourd'hui plongés.

Mais en dehors de la comparaison des chiffres électoraux et de toute stratégie électorale erronée ou valable, il existe un problème de fond que nous voudrions mettre en relief. Nous l'avons abordé en diverses occasions, à propos du processus politico-social qui s'est développé en Argentine depuis la révolution de septembre 1955 qui mit fin à la dictature péroniste. Nous disions que si l'on prétendait résoudre la crise économique, que le péronisme avait aggravée dans une large mesure, mais qui avait pris racine dans l'existence d'un régime de privilèges et d'iniquités sociales inhérents à un capitalisme rétrograde, avec des séquelles de féodalisme terrien, comme celui de l'Argentine, sous le couvert d'une démocratie passablement trafiquée ; si l'on prétendait en somme maintenir ou restaurer les facteurs sociaux qui servirent de bouillon de culture au virus totalitaire représenté par le péronisme, celui-ci durerait et s'enracinerait dans la mentalité des masses populaires, quelles que soient les mesures de répression utilisées par le pouvoir à l'encontre des représentants de cette tendance totalitaire. La politique sociale menée pendant la période de la « révolution libératrice », de septembre 1955 jusqu'en mai 1958, en plus d'être hésitante et contradictoire dans divers domaines, était régie par une conception conservatrice qui croyait possible de ramener la situation argentine à ce qu'elle était en 1943, c'est-à-dire à la période antérieure au coup d'Etat militaire qui permit à Peron de faire son chemin. La plupart des membres politiques et des fonctionnaires du gouvernement semblaient considérer le péronisme comme un véritable mouvement revendicatif ouvrier extrémiste, et ils le combattaient pour les raisons qui poussaient les groupes conservateurs classiques à combattre le mouvement ouvrier, c'est-à-dire en tant que « perturbateur de l'ordre social » et pour défendre les privilèges féodaux et capitalistes. Ils firent en ce sens magnifiquement le jeu des démagogues péronistes et communistes lesquels quali-

fièrent le mouvement antipéroniste (qui aboutit à la révolution de 1955) d'« oligarchie réactionnaire », et purent ainsi présenter un régime qui, pendant douze ans, avait dilapidé la richesse du pays, mis sous tutelle le mouvement ouvrier, torturé et persécuté des milliers d'opposants, comme un système de justice sociale, de souveraineté populaire, etc. L'insistance avec laquelle on favorisa la « libre entreprise privée » — sans que pour cela cessent de jouer les ressorts de l'étatisme économique favorisant certains secteurs privilégiés, les mêmes parfois qui avaient été favorisés sous la dictature — et la tendance à imposer des sacrifices de façon unilatérale aux classes laborieuses, ne firent que renforcer l'équivoque mise à profit par les démagogues cités plus haut. Si nous ajoutons à cela que les interventions militaires à la C.G.T. et dans la plupart des grands syndicats, loin de « dépéroniser » le mouvement ouvrier, intensifièrent encore cette tendance, personne ne pourra s'étonner de la survivance des conditions sociales et politiques responsables de la situation actuelle.

On s'étonnera d'autant moins si l'on tient compte de la gestion néfaste et machiavélique — un machiavélisme qui s'est bruyamment effondré — du gouvernement Frondizi, arrivé au pouvoir grâce au fameux pacte conclu avec les péronistes. En même temps qu'il menait une politique économique favorisant plus ou moins la libre entreprise et accordait des concessions libérales à des consortiums capitalistes qui endettèrent le pays et réduisirent le pouvoir d'achat des travailleurs, Frondizi appliquait un plan pour attirer les éléments péronistes, plan qui allait de la subornation directe jusqu'à la remise, à ces éléments, par le truchement de la loi fasciste des « Associations professionnelles », de postes-clés du mouvement ouvrier, et même d'importants postes ministériels. En théorie, ce plan avait pour objet non seulement de capter les votes péronistes, mais encore de permettre au parti au pouvoir d'absorber purement et simplement le péronisme. Le résultat pratique a été la réhabilitation de ce courant fasciste, et la préparation de son triomphe électoral.

Il ne serait cependant pas équitable d'attribuer au seul gouvernement de Frondizi la responsabilité d'un tel résultat. Tous les partis et tous les groupes de pression — dans lesquels il faut inclure les factions militaires, les associations patronales et la plupart des dirigeants syndicaux — ont contribué dans des mesures diverses à ce résultat. Les uns en faisant leur cour au péronisme et en passant ses crimes et ses infamies sous silence. D'autres, en essayant de maintenir, aveuglément et malgré tout, leurs privilèges de classe. Lors des élections du 18 mars, une partie des suffrages qui allèrent aux candidats péronistes ont été donnés dans l'espoir d'un retour au pouvoir du dictateur. Mais la grande majorité des votants se prononçaient ainsi contre la politique économique du gouvernement, contre la baisse du niveau de vie, contre les privilèges antisociaux. En fait, ils avalisent tous un régime de corruption, de spoliation, un régime totalitaire. Et c'est là un des aspects les plus pathétiques de la tragédie sociale que vit notre pays, culturellement et économiquement un des plus avancés d'Amérique latine.

La crise politique commença 24 heures après qu'on eut connaissance du résultat des élections, par la démission du ministre de l'Intérieur et, ensuite, celle de tous les autres ministres, et elle se termina *provisoirement* par la destitution de fait du président Frondizi, sa relégation dans l'île Martin-Garcia située au milieu du Rio de la Plata, et l'entrée en fonction à la Présidence, du président du Sénat José-Maria Guido, après toute une procédure où la Constitution et la loi, pourtant invoquées à plusieurs reprises par les commandants des forces armées qui déterminèrent cette mutation, furent évidemment méconnues « interprétées » autant qu'il est possible.

Avant d'en arriver à ce dénouement, Frondizi essaya désespérément de sauver son poste, en ayant recours aux méthodes souvent éprouvées qui consistent à faire n'importe quelle concession et à jeter tout le lest nécessaire ; mais en vain cette fois. Une des premières choses qu'il fit en ce sens fut de décréter la prise en charge par le pouvoir central de cinq des principales provinces où les péronistes avaient triomphé, ce qui, en fait, revenait à annuler les élections et à annuler le verdict populaire. Par la suite cette annulation devint officielle. Au début, on crut que ces mesures avaient été imposées impérativement par les militaires, mais par la suite Frondizi reconnut qu'il avait accepté ces « interventiones », « avec douleur », et comme un « recours héroïque pour sauver la légalité » ; c'est-à-dire qu'il avait fait ces concessions pour pouvoir continuer à conserver une apparence de pouvoir.

On pouvait espérer que semblable hérésie du point de vue légal et démocratique allait produire une violente réaction populaire, au moins de la part du secteur ou des secteurs affectés par la mesure. En réalité, rien ne se produisit. Le candidat élu comme gouverneur de la province de Buenos Aires, Andrés Framini, concrétisa toute la réaction dont étaient capables les masses péronistes, en allant exprimer ses plaintes à Mgr Caggiano, cardinal primat d'Argentine qui acquit une certaine popularité par son étrange intervention dans le conflit qui affecta les chemins de fer il y a quelques mois. Par la suite, le même Framini, alla pleurer plus loin : il envoya divers télégrammes au Pape, à l'O.E.A., aux Nations Unies, protestant contre l'injustice dont il avait été victime, attitude rien de moins qu'édifiante de la part d'un nationaliste rageur, allié des communistes et autres marxistes.

Il y eut bien une grève générale décrétée par le noyau dirigeant des « 62 Organisations », et qui eut lieu le 23 mars, mais elle fut le plus inoffensif des mouvements fomentés par ce groupe de dirigeants péronistes. Il faut souligner qu'on avait auparavant posé la question à la Commission provisoire de la C.G.T. où l'on avait décidé à l'unanimité, avec l'accord même des péronistes, de n'ordonner aucun arrêt de travail et ce pour des raisons tactiques. L'attitude fractionnelle des « 62 » mit en évidence que la masse électorale qui avait voté en faveur des péronistes n'avait en aucune façon un esprit tant soit peu combattif. Et les quelques corporations qui firent grève, laquelle affecta principalement les établissements industriels du grand Buenos Aires, la firent de façon passive et sans aucun enthousiasme. Cheminots, ouvriers du Livre, employés de commerce et beaucoup d'autres travaillèrent normalement, ce qui fit que la grève passa pratiquement inaperçue.

Ceci ôta naturellement toute signification à la menace des dirigeants péronistes de déclencher une grève indéterminée si, le 1er mai, le gouvernement ne leur avait pas remis le pouvoir dans les provinces où ils avaient obtenu la majorité.

Contrastant avec la passivité de la masse péroniste, la crise acquit une certaine acuité dans les milieux gouvernementaux et militaires. Une série compliquée d'intrigues, de réunions nocturnes, de combinaisons diverses, prolongea l'attente nationale et internationale pendant plus d'une semaine. La question qui se posait n'était pas celle d'un nouveau changement de ministres, ou celle de la rectification d'un programme de gouvernement, mais bien celle de savoir si Frondizi allait oui ou non se maintenir au pouvoir. Il était évident que les représentants des forces armées réclamaient sa destitution, même si certains chefs haut placés tentèrent de le sauver. Ainsi, la vie politique du pays se déplaçait : elle quittait la sphère électorale pour aller évoluer dans les cercles fermés des hôtels particuliers et des garnisons. En dernier recours, Frondizi fit appel au général Aramburu, ex-président provisoire, qui devait tenir le rôle du médiateur entre le président, les commandants des forces armées et les partis politiques.

Le résultat des multiples consultations et entrevues qu'eut Aramburu fut négatif. Aramburu lui-même enclin, dernièrement, à collaborer avec le frondizisme, dut informer le président que la seule solution possible de la crise résidait dans sa démission. Frondizi, habile politique, d'une souplesse à toute épreuve, toujours disposé à toutes les concessions pour se maintenir au pouvoir, comprit que

la partie était définitivement perdue. Il décida alors d'adopter une attitude héroïque. Il ne renoncerait pas, quoi qu'il arrive. Et ce qui arriva fut que, dans la matinée du 29 mars, les commandants en chef de l'armée de terre, de la marine et de l'aviation décidèrent de le déposer. Ce même matin, il fut arrêté et exilé, comme nous le disions plus haut, dans l'île de Martin Garcia.

Tout se fit avec la plus grande facilité ; bien qu'on eût prévu un énorme déploiement de forces militaires, il n'y eut heureusement aucun coup de feu. Mais une situation politico-juridique compliquée s'installait. Il s'agissait de donner au coup d'Etat une apparence légale en assurant la succession présidentielle dans les règles constitutionnelles dans toute la mesure du possible ; ce qui impliquait que la présidence devait être assurée par un fonctionnaire prévu à cet effet par la Constitution. Celui qui figurait en première place était le Dr Guido, Président du Sénat. L'inconvénient était que l'U.C.R.I., dont M. Guido était membre, avait solennellement déclaré que ses membres renonceraient à toute charge et qu'aucun d'eux ne se prêteraient à remplacer Frondizi, considéré comme le président légal. Ce nouveau nœud gordien fut tranché opportunément de façon expéditive. Guido quitta son parti et après avoir prêté serment devant la Cour suprême, prit possession du poste présidentiel, après avoir largement conféré avec les chefs militaires qui, ostensiblement et sans aucun doute possible, contrôlent le nouveau gouvernement.

Tels sont, succinctement rapportés, les faits qui se produisirent pendant les dix jours qui se terminèrent par la déposition de Frondizi et l'ouverture d'une nouvelle période de crises latentes et de perspectives incertaines. Un groupe de dirigeants de l'U.C.R.I., le plus influent peut-être, se déclare contre la collaboration avec le gouvernement de Guido et continue à considérer le Président Frondizi comme le président légal, exigeant en même temps l'abrogation des mesures prises, c'est-à-dire la remise du pouvoir aux péronistes dans diverses provinces. Il se forme ainsi un front Ucriste-péroniste-bolchevique qui, au cas où il déciderait de passer à l'action, provoquerait probablement la disparition de toute apparence de légalité et l'accession pure et simple des militaires au pouvoir pour un temps indéterminé.

Quant au mouvement ouvrier il demeure jusqu'à présent en marge des événements. Les dirigeants de la C.G.T., craignant une intervention, restent tranquilles. Certains mouvements revendicatifs même, comme celui des cheminots à moitié résolu, marquent un temps d'arrêt. Des rumeurs circulent selon lesquelles le nouveau gouvernement préparerait des mesures qui, sous le prétexte de faire échec à l'influence péroniste dans le mouvement ouvrier porteraient préjudice à l'ensemble des syndicats et provoqueraient chez les travailleurs les réactions que l'on peut prévoir. On retomberait une fois de plus dans l'erreur lamentable qui ne peut que favoriser les démagogues totalitaires.

Buenos Aires, 1er avril 1962.

Jacobo PRINCE.

Giovanna Berneri

Le destin de la famille Berneri paraît marqué par le tragique. Camillo fut assassiné par la police stalinienne en mai 1937, alors qu'en pleine force, déjà lourd d'expériences et démontrant une rare acuité dans l'analyse sociale, il représentait, à quarante ans, un des cerveaux de l'émigration antifasciste, l'espoir du mouvement libertaire italien. Marie-Louise, brutalement frappée à trente et un ans, au sortir de la guerre, après avoir, dans des conditions qui eussent découragé plus d'un vétéran, recréé un courant de pensée et d'action anarchistes en Angleterre. Et maintenant Giovanna, qui avait traversé exil, deuils, prison et combat sans perdre sa robuste confiance, et s'était attelée à la tâche d'inquiéter et d'exercer la pensée du mouvement libertaire italien, nous quitte alors qu'elle n'avait pas soixante-cinq ans.

Giovanna Berneri, dont la présence physique, les qualités d'orateur, la verve polémique eussent pu la désigner pour les grands rôles publics, avait choisi la voie du travail souvent anonyme. Elle ne parlait que si elle estimait que personne ne dirait ce qu'il fallait dire. Elle n'écrivait que lorsque le silence lui semblait dangereux pour la santé du mouvement. Un rare sens de la responsabilité la conduisait aux besognes ingrates, au dévouement obscur. Solide et pensant droit, elle méprisait la facilité des manœuvres habiles et le truquage des projecteurs. Elle préférait les œuvres patientes et les vérités dépouillées. Si bien qu'en aucune discussion elle n'employait les arguments qui favorisent la supériorité, mais bien les faits qui permettent une exacte compréhension.

Ses derniers textes publiés — dans « Il Mondo », l'hebdomadaire libéral de Rome — retraçaient avec minutie mais non sans chaleur la fameuse « affaire » Menapace, cet agent mussolinien qui causa des ravages dans les milieux d'émigrés politiques en France et en Belgique. La grande amitié qui liait Giovanna Berneri à Gaetano Salvemini ne pouvait être motif pour taire ou dissimuler certaines divergences d'interprétation. Bien au contraire. Le respect dans lequel Giovanna tenait l'intellectuel libéral la portait à souligner les données et les documents qui auraient pu ramener ce dernier à une vue plus précise des événements.

Un grand vide est maintenant créé. Bien des militants s'efforceront de le combler, au moins partiellement, en poursuivant l'édition de la revue « Volontà » que Giovanna Berneri animait depuis plus de dix ans, en achevant l'édition des œuvres de Camillo Berneri préparée par la disparue.

Mais rien ne pourra faire que nous n'ayons perdu une amie, qui était belle, qui était bonne, qui était intelligente et qui était courageuse. Une amie des jours de joie et des jours noirs.

Ceux qui se ressemblèrent à Gênes, le jour des funérailles, autour de Giliane Berneri, avaient connu Giovanna sous bien des cieux et en des époques souvent différentes. Turroni, Tomasini, Masini, Vatteroni, Marzocchi, Chessa et tant d'autres, se sont retrouvés unis par une commune affection, au carrefour des souvenirs et des perspectives.

Et grâce à Giovanna ils ont repris la route, tristes mais assurés.

Milovan Djilas

a été de nouveau arrêté le 7 avril, à Belgrade. C'est la quatrième fois que cela lui arrive dans un pays dont il fut, un moment, l'un des gouvernants. Mais Djilas n'a pas seulement rompu avec son ancien parti, il a analysé les structures de la nouvelle société prétendue « sans classes », et il a défini « la nouvelle classe ». Incarcéré pour ce « crime », et condamné à 9 ans de prison, il fut libéré l'an dernier, sur promesse « de ne plus faire de politique ». Cependant, Djilas a voulu faire paraître aux Etats-Unis un ouvrage intitulé : « Conversation avec Staline ». Ce n'est pas une chose à faire ! Certains chefs « communistes » d'aujourd'hui y étaient sérieusement mis en cause.

C'est sans doute spécialement à son intention qu'il y a un mois on ajouta un article au Code pénal yougoslave : « EST PASSIBLE D'UNE PEINE ALLANT JUSQU'A DIX ANS DE DETENTION, QUICONQUE AURA COMMUNIQUE A DES ETRANGERS DES DOCUMENTS CONFIDENTIELS DONT IL A EU CONNAISSANCE DANS L'EXERCICE DE FONCTIONS OFFICIELLES ET QUI PEUVENT AINSI PORTER PREJUDICE AUX INTERETS DE LA COMMUNAUTE SOCIALE ».

L'éditeur new-yorkais du livre de Djilas a annoncé que la publication était ajournée. Nous ne pourrons donc juger sur le fond. Mais, sur la forme, nous sommes sufisamment édifiés pour protester contre cette nouvelle atteinte à la liberté d'expression et à la liberté de la personne.

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 1er MARS. — Attentats à Oran faisant 65 morts dont 55 Musulmans et 93 blessés.

Rupture des discussions de salaires dans la métallurgie parisienne, sur l'initiative de la délégation patronale.

VENDREDI 2. — En Birmanie, le général Mc Win reprend le pouvoir.

Après l'assassinat à Mers-el-Kébir d'une mère européenne et de ses deux enfants, sanglantes représailles. Assassinat à Alger du successeur de Me Popie : Me Garrigues. Apparition d'un comité de défense républicain clandestin contre l'O.A.S. Appel de 500 membres de l'Enseignement supérieur contre la violence.

SAMEDI 3. — En Italie, présentation du gouvernement Fanfani.

LUNDI 5. — Publication du projet des accords franco-algériens.

La France ne participera pas à la conférence de Genève sur le désarmement.

MARDI 6. — Ouverture à Madrid du 2e congrès syndical espagnol : débats houleux.

Aux Etats-Unis, l'A.F.L.-C.I.O. demande la réduction de la semaine de travail.

Elections professionnelles dans la métallurgie : avance de F.O.

MERCREDI 7. — Signature à Genève d'un accord tarifaire entre les Etats-Unis et la Communauté économique européenne.

JEUDI 8. — L'Union parisienne de la C.F.T.C. proteste contre la campagne communiste visant des militants ouvriers.

SAMEDI 10. — Une voiture piégée explose à Issy-les-Moulineaux et fait 3 morts et 50 blessés. Rouve, secrétaire général de la Fédération syndicale de la police est révoqué.

LUNDI 12. — Mouvements de protestation, à la suite de l'attentat d'Issy-les-Moulineaux.

MERCREDI 14. — Ouverture à Genève de la conférence du désarmement.

Réception à Paris du chef d'Etat du Tchad.

JEUDI 15. — Assassinat par l'O.A.S. de 6 fonctionnaires d'un centre social à El Biar.

A Cuba, annonce officielle d'un plan de rationnement.

Dissolution du « Regroupement national » fondé par M. Soustelle.

Conférence de la ligue arabe à Karthoum (Soudan) sur le boycottage d'Israël.

VENDREDI 16. — Les dirigeants des Caisses parisiennes de Sécurité Sociale protestent contre les campagnes de certains médecins.

SAMEDI 17. — Le bureau politique du M.N.A. (de Messali Hadj) dégage sa responsabilité sur les accords d'Evian.

DIMANCHE 18. — Une allocution du président de Gaulle annonce le cessez-le-feu.

Elections en Argentine : victoire des péronistes élus dans cinq postes de gouverneurs.

LUNDI 19. — A New York le Congrès juif mondial se félicite des accords d'Evian.

L'U.R.S.S. reconnaît le gouvernement provisoire algérien.

M. Kennedy propose au Premier Soviétique un plan de coopération spatiale.

MARDI 20. — Publication des accords d'Evian.

Message du Président de la République aux deux Chambres.

M. Fouchet est nommé haut commissaire en Algérie. M. Abderrahmane Farès, ancien président de l'Assemblée algérienne est nommé président de l'Exécutif provisoire algérien.

En Argentine, des militaires réclament la démission de M. Frondizi.

MERCREDI 21. — Nouveaux indidents syro-israéliens.

Débats tumultueux à l'Assemblée Nationale sur les accords d'Evian.

JEUDI 22. — Appel du Comité des 100 résistants contre l'O.A.S.

VENDREDI 23. — A Bab-el-Oued le quartier est bloqué et « quadrillé » par l'armée.

SAMEDI 24. — Arrestation en Algérie de l'ex-général Jouhaud, un des chefs du putsch en 1961.

DIMANCHE 25. — Minutieuses opérations de police à Oran.

MARDI 27. — A Pékin, ouverture du Congrès du Peuple.

Constitution de l'Exécutif provisoire algérien.

MERCREDI 28. — L'armée prend le pouvoir en Syrie.

Elections en Hollande : recul des libéraux, avance des catholiques.

JEUDI 29. — L'armée argentine dépose le président Frondizi que remplace le président du Sénat.

A Alger, levée du blocus de Bab-el-Oued.

Ouverture à Cuba du procès des prisonniers antifidélistes.

La reconnaissance du G.P.R.A. par l'U.R.S.S. entraîne le rappel des ambassadeurs de France et d'U.R.S.S.

VENDREDI 30. — Reprise des relations économiques entre la Yougoslavie et l'Albanie.

SAMEDI 31. — Résolution du Parti Communiste recommandant de voter oui au référendum.

Elections professionnelles au Commissariat à l'énergie atomique. Recul de la C.G.T., F.O. en tête.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE MARS 1962

RECETTES :

Abonnements ordinaires	1.400,20	
Abonnements de soutien	300 »	
		1.700,20
Souscription		141,55
Vente au numéro		31,05
Vente des livres et brochures		75,60
Divers		501 »
Total des recettes		2.449,40
En caisse à fin février		1.904,50
		4.353,90

DEPENSES :

Impression et papier, R.P. février 1962		1.215,80
Impression et papier, R.P. mars 1962		1.215,80
Frais d'expédition		222,16
Autres frais généraux		133,10
Achat de livres et brochures		137,25
Divers		30 »
Total des dépenses		2.954,11
En caisse à fin mars :		
Espèces	151,77	
Chèques postaux	1.248,02	
		1.399,79
		4.353,90

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

René Boudet (Paris), 30 ; Raymond Calvel (Paris), 25 ; Georgette Cattanès (Seine-et-Oise), 25 ; Laurent Centène (Isère), 25 ; Pierre Chambon (Paris), 50 ; Jean Cornec (Paris), 30 ; G. Hubert (Charente), 25 ; Marcel Lancia (Jura), 30 ; Marcel Marcadet (Seine-et-Oise), 30 ; Louis Simon (Seine), 30. — Total : 300 NF.

LA SOUSCRIPTION

Léon Ancely (Seine), 3 ; Théophile Argence (Isère), 3 ; Joannès Bardin (Paris), 3 ; Hélène Bernard (Bouches-du-Rhône), 5 ; Roger Bésus (Seine-Maritime), 5 ; Paul Boissel (Ardèche), 5 ; Hélène Brion (Paris), 10 ; H. Christophe (Paris), 5 ; Jean-Jacques Claudet (Paris), 5 ; Pierre Costa (Bouches-du-Rhône), 5 ; Raymond Deloffre (Pas-de-Calais), 2 ; Jean Duperray (Loire), 5 ; Maurice Duval (Paris), 5 ; François (Allier), 5 ; Pierre Gamache (Isère), 5 ; Jean Genevrier (Loire), 5 ; Marcel Gény (Seine), 5 ; Henri Giry (Loire), 3 ; Edmond Humeau (Paris), 5 ; Eugène Lagrange (Creuse), 2,55 ; Marguerite Landry (Vienne), 5 ; Maurice Leprix (Seine), 5 ; Jean Loriot (Côte-d'Or), 2 ; Jean Moni (Bouches-du-Rhône), 5 ; Georges Petit (Paris), 5 ; Paul Roche (Alpes-Maritimes), 5 ; Henri Sorin (Loire-Atlantique), 5 ; Jean Soulacroix (Allier), 3 ; L. Taragnat (Seine), 5 ; Charles Vildrac (Paris), 5 ; Georges Yvernel (Paris), 5. — Total : 141,55 NF.

LISEZ ET FAITES LIRE

PRESENCE DU SYNDICALISME LIBERTAIRE
par Louis MERCIER
L'exemplaire : 3 NF

LE SYNDICALISME LIBERTAIRE ET LE « WELFARE STATE »
d'Evert Arvidsson
L'exemplaire : 2 NF Par colis de 10 : 15 NF

L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS
par Roger Hagnauer
L'exemplaire : 1 NF

EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?
par Pierre Dichamp
Chaque exemplaire : 1 NF

Commandes à l'Union des Syndicalistes : R. Marcheti, 103, rue Orfila, Paris-20e
C.C.P. 7473-08 Paris

LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE
Tome II.— De Zimmerwald à la Révolution russe
par Alfred Rosmer
Prix net : 30 NF

MOSCOU SOUS LENINE
par Alfred ROSMER
Prix : 6 NF

LA CHINE
par Robert Louzon
Prix : 4 NF (franco)

TROIS SCISSIONS SYNDICALES
par Pierre MONATTE
Prix : 7 NF 20

LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE
de Roger HAGNAUER
L'exemplaire : 6 NF

L'EXPRESSION ECRITE ET ORALE
par Roger HAGNAUER
L'exemplaire : 9 NF 45

Commandes à La Révolution prolétarienne C.C.P. 734-99 Paris

Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris 12e. Le gérant : Roger HAGNAUER.